



HAL
open science

L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives

Jonas Kibala Kuma

► **To cite this version:**

Jonas Kibala Kuma. L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives. 2020. hal-02888395

HAL Id: hal-02888395

<https://hal.science/hal-02888395>

Preprint submitted on 3 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 :

état des lieux, analyses et perspectives

*Jonas Kibala Kuma**

Université de Kinshasa

Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ)

Juillet 2020

1. Introduction

C'est dans un contexte de faible inflation, avec des taux d'intérêt bas et des perspectives de croissance sombres, que le coronavirus ou la covid-19⁽¹⁾ frappe le monde. Cette pandémie de la Covid-19 et les mesures de riposte qu'elle implique (distanciation sociale, confinement) ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique, car elles entraînent : la réduction de la production, la baisse des recettes fiscales, l'accroissement des dépenses (dépistage, soins de santé, etc.) et l'accroissement des aides aux ménages (transferts, allocations-chômagés, subventions salariales, report de paiements d'impôts, etc.) et aux entreprises (fourniture de liquidités, exonérations fiscales, etc.) les plus touchés pour les protéger contre la perte de revenus, le chômage et les faillites (Weder M., 2020 ; Boone L. et al., 2020 ; McKibbin W. et Fernando R., 2020 ; Arezki R. et Nguyen H., 2020 ; Baldwin R. et Tomiura E., 2020 ; Beck T., 2020 ; Cecchetti G. et Schoenholtz L., 2020 ; Mann C., 2020 ; Meninno R. et Wolff G., 2020 ; Voth J., 2020 ; Cochrane J., 2020 ; Wren-Lewis S., 2020 ; Wyplosz C., 2020 ; Baker S. et al., 2020 ; Tobias A. et Aditya N., 2020 ; Albuлесcu C., 2020a, 2020b et 2020c ; FMI, 2020b). Cela dégraderait les soldes budgétaires (aggravation de déficits budgétaires) de la plupart de pays dans le monde et accroîtrait les ratios d'endettement public de certains (en 2019, la dette publique représentait 83% du PIB mondial), comme le soutient le FMI (2020b) dans son rapport sur les effets de la covid-19 sur les finances publiques dans le monde, paru en avril 2020.

Selon la Banque mondiale (2020), la pandémie de la Covid-19 est entrain de déstabiliser l'économie mondiale et conduirait celle-ci à une récession du fait de la baisse d'activité observée en Chine⁽²⁾ (au cours du premier trimestre 2020) et qui devrait impacter d'autres pays frappés par la pandémie, notamment les USA et la zone euro. On a assisté également à la baisse des prix des matières premières (surtout les cours du pétrole et ceux des métaux industriels) et

* Economiste Chercheur à l'Université de Kinshasa (DEA en cours) et au Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ), Superviseur des Intermédiaires Financiers à la Banque Centrale du Congo. Nos propos n'engagent pas ces institutions. Mail : kibala.jonas@gmail.com; kibala@bcc.cd.

¹ Le coronavirus, dont le nom scientifique est la COVID-19, est apparu en Chine en décembre 2019. Il appartient à une grande famille de virus, les coronavirus. Ces derniers, qui doivent leur nom à la forme de couronne qu'ont les protéines qui les enrobent, font partie d'une vaste famille de virus dont certains infectent différents animaux, d'autres l'homme. Ils sont susceptibles d'être à l'origine d'un large éventail de maladies. Chez l'homme, ces maladies vont du rhume banal à une infection pulmonaire sévère, responsable d'une détresse respiratoire aiguë susceptible d'occasionner le décès du patient. Les coronavirus sont à l'origine d'épidémies mortelles comme ce fut le cas avec le SRAS ou le MERS (Ibanga K.P., 2020, pp. 1-2).

² En Chine, au premier trimestre de 2020, il est observé une contraction des ventes au détail, des prestations de service, de la production industrielle et des investissements.

à une forte volatilité des marchés boursiers mondiaux causées par les incertitudes concernant la durée et les effets de cette pandémie, sans compter les dépréciations des monnaies des économies émergentes et en développement ainsi que les sorties de capitaux de ces économies (autres que la Chine) dépassant celles observées au pire moment de la crise financière de 2008.

Parlant de la volatilité sur les marchés financiers, dans son rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI (2020c) relève que la pandémie de la Covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux⁽¹⁾ : il est enregistré une forte baisse des cours des actions, l'accroissement des écarts de taux sur les marchés du crédit (surtout les segments à risque), la baisse des cours du pétrole⁽²⁾, la baisse du rendement des obligations refuges avec la course vers les actifs de qualité, etc. On a assisté à une aggravation de la variation des prix des actifs qui a rapidement contribué à durcir les conditions financières. On a noté des tensions financières sur les principaux marchés de financement à court terme et une forte détérioration de la liquidité du marché.

Concernant les effets de la crise de la Covid-19 sur le système bancaire ou financier, la plupart de chercheurs s'accordent sur la possibilité d'une instabilité financière dans le temps⁽³⁾, à l'absence des mesures de riposte adaptées et efficaces, qui passerait notamment par : la peur et l'incertitude (Albulescu C., 2020b et 2020c ; Mann C., 2020 ; Baker S. et al., 2020), l'absence d'une communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie (Weder M., 2020 ; Cecchetti G., 2020), le manque de communication entre les instances de contrôle et les banques (Tobias A. et Aditya N., 2020), le manque de liquidité (Weder M., 2020 ; Beck T., 2020 ; Tobias A. et Aditya N., 2020), la non-assistance des firmes et ménages vulnérables (Boone L., 2020 ; Wren-Lewis S., 2020), les mesures de riposte inadéquates (Beck T., 2020), les problèmes de solvabilité tant pour les firmes ou ménages que pour les banques se traduisant par l'accroissement des prêts non performants (Beck T., 2020), les effets de contagion suite à l'interconnexion des banques (Cecchetti G., 2020), la mauvaise gestion du risque de crédit (Tobias A. et Aditya N., 2020), le manque de collaboration internationale des instances de réglementation nationales (Tobias A. et Aditya N., 2020 ; Beck T., 2020).

Pour ce qui est de l'Afrique, la Banque mondiale (2020) note que la pandémie de la Covid-19 est une crise qui s'ajoute à bien d'autres crises, notamment les invasions de criquets pèlerins, la sécheresse, le changement climatique, la fragilité, les conflits, la violence et le sous-développement des marchés alimentaires. Les experts de la Banque mondiale soulignent que, de manière générale, la faible demande extérieure, la chute brutale des prix des produits de base et le bouleversement du secteur touristique – résultant de la crise de la Covid-19 – auraient un effet négatif sur l'activité économique en Afrique subsaharienne. Ils précisent aussi que l'Afrique est caractérisée par la précarité de la plupart d'emplois, la taille importante du secteur

¹ Vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation de la covid-19 dans le monde.

² Suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

³ Le FMI (2020c) note que la pandémie de la covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation de la covid-19 dans le monde. Il est enregistré notamment une forte baisse des cours du pétrole suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

informel (soit 89 % de l'emploi total), la couverture limitée des régimes de pension et d'assurance-chômage, et la prédominance des micros, petites et moyennes entreprises (soit 90 % dans les activités d'affaires). Ces problèmes auxquels fait face le continent africain pourraient remettre en cause l'efficacité des mesures prises pour limiter la propagation de la Covid-19, notamment le confinement.

Concernant l'économie congolaise, il est à relever également que la crise de la Covid-19 est de nature à détériorer davantage le tissu économique du pays, à l'absence des mesures de riposte à même de garantir une reprise économique et une croissance durable dans la période post-Covid-19. En effet, la RDC possède une industrie peu développée et tire l'essentiel de sa richesse de l'exploitation des minerais⁽¹⁾ (le commerce de gros et de détail également) qui constitue la principale activité du pays, laquelle fait fonctionner plusieurs autres secteurs et procure les réserves de change indispensables pour garantir l'équilibre du marché des changes. Entre fin décembre 2019 et mars 2020, avec le ralentissement de l'économie chinoise, le cours du cuivre et celui du cobalt⁽²⁾ ont chuté respectivement de 15,21% et 3,20%⁽³⁾. La baisse des cours des matières premières pèse négativement sur l'économie congolaise. On enregistre de plus en plus des tensions sur le marché des biens et services et celui des changes, des déficits budgétaires limitant la marge de manœuvre de l'Etat dans la riposte contre la Covid-19, des baisses des importations et exportations, une contraction (arrêt) de l'activité économique (tant dans le secteur formel qu'informel) avec les mesures de confinement, la baisse du pouvoir d'achat et l'aggravation de la pauvreté, etc. Comme pour tout choc exogène auquel l'économie congolaise ferait face, notamment la crise financière de 2008 ou la chute du cours des matières premières enregistrée en 2016, les canaux de transmission des effets du choc de la Covid-19 sur l'économie congolaise ne sont pas difficiles à retracer. En effet, en déstabilisant la Chine et le monde, la pandémie de la Covid-19 devrait entraîner en RDC : (i) la détérioration de la balance des paiements, par la baisse du commerce ou volumes de transactions du pays avec l'extérieur (baisse des flux financiers, du volume d'aides et d'investissements directs étrangers), entraînant à son tour la chute des réserves de change, l'accentuation de la dépréciation et de l'inflation ; (ii) la baisse des exportations du pays (choc négatif sur le secteur minier), avec la baisse de la demande mondiale des minerais (la demande chinoise surtout) et des cours des matières premières, qui devrait réduire les recettes publiques et accentuer les déficits publics dans un contexte d'accroissement des dépenses de l'Etat, tout ceci devant se traduire par l'accélération de l'inflation alimentant l'incertitude, l'instabilité du cadre macroéconomique, la détérioration du bien être des ménages (baisse des revenus), la contraction de l'activité économique et l'accroissement du chômage.

Devant cette crise de la Covid-19, à l'absence d'un vaccin jusqu'à ces jours (*les recherches autour du vaccin continuent, bien que ne faisant pas l'unanimité surtout dans le continent africain ; les vertus de « l'artémisia » étant en cours de test*), il est attendu de la part des autorités publiques dans le monde l'adoption des mesures de riposte contre ladite pandémie.

¹ Principalement le cuivre, le cobalt.

² Ces produits de base, avec l'or et le pétrole, représentent 97% des exportations du pays en 2018 (BCC, 2019).

³ <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cobalt-cathode-9980pc,wmpcb,cob,cob,opid.html> (consulté le 18/06/2020), et sur : <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cuivre,wmpcb,mcu,mcu,opid.html> (consulté le 18/06/2020).

Selon McKibbin W. (2020), au regard de ses effets multisectoriels, le choc sanitaire de la Covid-19 nécessite de mobiliser les politiques monétaire (pour soutenir la demande), budgétaire (pour soutenir la production et les ménages vulnérables) et de santé. Ainsi, pour limiter les effets socio-économiques négatifs (surtout sur le secteur financier ou bancaire) de la crise de la Covid-19, certains chercheurs (Tobias A. et Aditya N., 2020 ; Wren-Lewis S., 2020 ; Cochrane J.H., 2020 ; Cecchetti G.S. et Schoenholtz L.K., 2020 ; Beck T., 2020 ; Weder M.B., 2020 ; Boone L. et al., 2020 ; Voth J., 2020) ont proposé des mesures de riposte, notamment : le confinement et distanciation sociale ; les appuis budgétaires (allègements fiscaux, subventions directes ou aides en espèces et en nature, gratuité de certains services de base, etc.) en faveur des salariés et agents économiques (ménages, entreprises) en difficulté de rembourser leurs prêts ou de financer leurs activités ; l'assouplissement de la politique monétaire, l'acquisition des divers actifs et la fourniture de la liquidité (relèvement du montant ou élargissement de l'échéance des opérations de refinancement, élargissement de l'éventail des garanties acceptées, allègement des exigences de réserves, etc.) au système financier pour faire face aux contraintes financières et soutenir le crédit à l'économie ; l'usage de la restructuration des prêts par les banques concernant les ménages et entreprises solvables et en difficulté de rembourser leurs prêts ; la communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie ; la communication régulière et transparente de la part des autorités monétaires et de régulation ; la coordination des politiques économiques et la libre circulation des marchandises et des capitaux dans les communautés économiques régionales ; la collaboration internationale des instances de réglementation nationales ; le soutien financier de la communauté internationale aux pays les plus touchés et la restructuration de la dette pour les pays fortement endettés ; etc. Certains analystes ne soutiennent pas l'assouplissement de la politique monétaire en cette période, c'est le cas de Cochrane J.H. (2020) qui estime que la Fed n'aurait pas dû baisser son taux directeur du moment où les magasins sont fermés et qu'il s'agit là d'une petite solution à un problème fondamental.

Nous développons toutes ces considérations dans les lignes qui suivent, en mettant en exergue la situation de la République Démocratique du Congo, dans une approche descriptive et prospective. Pour y arriver, en plus de l'introduction, l'étude aborde les points suivants :

- (i) Caractéristiques et état des lieux de la pandémie de la Covid-19 dans le monde
- (ii) Nature du choc de la Covid-19 d'un point de vue économique
- (iii) Situation économique dans le monde avant la crise de la Covid-19
- (iv) Effets de la crise de la Covid-19 dans le monde
- (v) Mesures de riposte contre la Covid-19 adoptées dans le monde
- (vi) Leçons tirées, perspectives et recommandations.

2. Caractéristiques et état des lieux de la pandémie de la Covid-19 dans le monde

2.1. Caractéristiques de la Covid-19⁽¹⁾

Par définition, la maladie à coronavirus 2019, dont le nom scientifique est la Covid-19 (acronyme anglais de coronavirus disease 2019), est une maladie infectieuse émergente qui est causée par une souche de coronavirus appelée SARS-CoV-2 et appartient ainsi à une grande famille de virus, les coronavirus. Ces derniers, qui doivent leur nom à la forme de couronne qu'ont les protéines qui les enrobent, font partie d'une vaste famille de virus dont certains infectent différents animaux, d'autres l'homme. Ils sont susceptibles d'être à l'origine d'un large éventail de maladies. Chez l'homme, ces maladies vont du rhume banal à une infection pulmonaire sévère – parfois, il n'existe aucun signe de maladie, mais bien souvent ce virus peut aussi bien prendre la forme d'un simple rhume qu'une grave infection respiratoire de type pneumonie – responsable d'une détresse respiratoire aiguë à même d'occasionner le décès du patient (Ibanda K.P., 2020, pp. 1-2), avec un taux de mortalité très fortement dépendant de son âge. Ses symptômes les plus fréquents sont la fièvre, la toux et la gêne respiratoire.

La maladie est apparue au dernier trimestre 2019 à Wuhan, en Chine Centrale, avec des cas inhabituels de pneumopathie en progression. Au premier trimestre 2020, au regard de sa forte propagation dans le monde, la covid-19 est requalifiée en pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Selon Kibala Kuma J. (2020), le rythme de propagation de cette pandémie dans le monde et dans le temps est typique à une fonction exponentielle et devrait attirer l'attention des autorités dans le monde sur le temps imparti pour l'éradiquer et éviter le pire.

La Covid-19 est contagieuse avec transmission interhumaine via des gouttelettes respiratoires, surtout lorsque les gens toussent ou éternuent, ou via un contact manuel avec une surface contaminée suivi d'un toucher de la main sur le visage. Son diagnostic repose surtout sur un test RT-PCR et/ou sur les images pulmonaires faites au CT-Scan. La période d'incubation se situe généralement entre deux et quatorze jours, avec une moyenne de cinq jours. La contagiosité disparaît lorsque l'excrétion du virus disparaît de la gorge. À la fin mars 2020, il n'y a pas de traitement ni de vaccin connus contre cette maladie. Souvent organisées, les recherches s'intensifient sur ces sujets.

En termes de prévention, le lavage très fréquent des mains, la limitation des contacts interhumains (distanciation sociale, mesures-barrières, confinement), ainsi que le port d'un masque médical par les personnes atteintes permettent de limiter le taux de reproduction du virus et donc de faciliter la gestion de la crise par les services de santé.

Pour rappel, comme le note Ibanda K.P. (2020, pp. 1-2), deux épidémies mortelles sont déjà survenues au 21^e siècle, impliquant des coronavirus émergents, hébergés par des animaux au départ et transmis ensuite à l'homme, à savoir : (i) le SRAS-CoV (2002-2003) ou coronavirus à l'origine d'un syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), apparu en Chine : plus de 8.000 cas ont été recensés dans 30 pays et 774 personnes sont décédées (soit près de 10% de mortalité) ;

¹ Cette partie est tirée sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Maladie_%C3%A0_coronavirus_2019; lire aussi Ibanda K.P. (2020, pp. 1-2).

(ii) le MERS-CoV (2012-2013) ou coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient, ainsi appelé car il a été détecté pour la première fois en Arabie Saoudite : 1.589 cas et 567 décès dans 26 pays ont été enregistrés (soit un taux de mortalité d'environ 30%).

Ainsi, on considère la covid-19 (anciennement appelée 2019-nCoV) comme une troisième épidémie mortelle liée au coronavirus, apparue en Chine en décembre 2019. Les premiers cas recensés sont des personnes s'étant rendues sur un marché local, à Wuhan, dans la province de Hubei.

2.2. Etat des lieux de l'évolution de la Covid-19 dans le monde

Depuis janvier 2020, le monde est frappé par une maladie à coronavirus (Covid-19) qui se propage dans différents pays (riches comme pauvres) ou continents (Chine, Japon, Viêt-Nam, Etats-Unis, Allemagne, France, Italie, Australie, Corée du Sud, Iran, Nigeria, Afrique du sud, RDC, etc.), tue de milliers de personnes et devient de fait une urgence sanitaire mondiale tel que décrétée par l'Organisation Mondiale de la Santé/OMS le 30 Janvier 2020, soit trois semaines après l'identification du virus. Selon Ibanda K.P. (2020), une urgence de santé publique de portée internationale, en sigle USPPPI, est un problème de santé publique inhabituel et grave dont les conséquences (dommages) dépassent les frontières du pays concerné, nécessitant de fait une action ou riposte internationale urgente. Pour le cas d'espèce, la riposte est indispensable pour limiter la propagation du virus dans des pays dont le système de santé n'est pas assez développé pour gérer la crise sanitaire.

Parmi les raisons de la propagation rapide de la maladie à coronavirus dans le monde, on évoque souvent le retard (soit 1 mois) du gouvernement chinois dans l'alerte à la communauté internationale sur l'apparition de la maladie à Wuhan et dans la mise en place des mesures de riposte (la ville de Wuhan fut placée en quarantaine le 23 janvier 2020). Ce retard aurait favorisé les déplacements dans le monde de plusieurs individus en provenance de Wuhan et, donc, la propagation de la pandémie. En date du 25 février 2020, on comptait déjà plus de 25 pays atteints par la Covid-19. Le nombre de cas d'infection à la Covid-19 en Chine a dépassé celui du coronavirus SARS (en 2003) et les impacts pourraient l'être aussi (Bouoiyour RefkSelmi J., 2020).

La pandémie a plus frappé⁽¹⁾ les économies avancées. En date du 2 mars 2020, six grands pays faisaient partie de ceux qui affichaient le plus de cas d'infectés, à savoir : Chine, Corée, Italie, Japon, USA et Allemagne. Ces pays représentent : 55% de la production et demande mondiales, 60% de la production manufacturière mondiale, et 50% d'exportations mondiales des produits manufacturiers (Baldwin R. et Tomiura E., 2020). Toutefois, selon les déclarations de Dr Matshidiso Moeti (Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique), « l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) craint la mort de 83.000 à 190.000 personnes en Afrique du Covid-19. Entre 29 à 44 millions pourraient être infectées en 2020 si les mesures de confinement échouent selon

¹ Le constat reste valable de nos jours.

une nouvelle étude du Bureau régional de l’OMS pour l’Afrique, basée sur 47 pays de la Région africaine de l’OMS, soit une population totale d’un milliard d’habitants »⁽¹⁾.

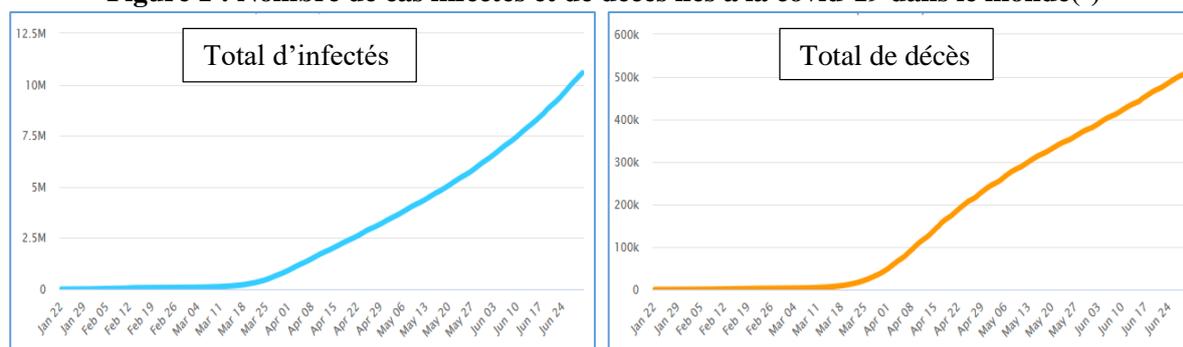
L’Afrique subsaharienne a enregistré son premier cas de Coronavirus (Covid-19) au Nigeria le 28 février 2020. Le premier décès enregistré en Afrique le 18 mars 2020 concernait le Burkina Faso. Le 20 mars 2020 déjà, plusieurs pays africain ont annoncé la fermeture de leurs frontières terrestres, maritimes et aériennes⁽²⁾ ; et, en mars, la pandémie avait atteint plus de 30 pays du continent, occasionnant un impact économique important selon la Commission Economique Africaine (CEA). Cette institution signale aussi que les conséquences de la Covid-19 sur l’économie africaine appellent à des réponses fortes.

L’OMS considère que la majorité de pays de l’Afrique du nord (la région MENA) ont des systèmes de santé de bonne qualité parmi les 191 systèmes de santé dans le monde, excepté quelques pays comme en Syrie et au Yémen (Arezki R. et Nguyen H., 2020).

Dans les lignes qui suivent, nous essayons de présenter la situation actuelle (en date du 01 juillet 2020) de la pandémie de Covid-19 dans le monde⁽³⁾, à titre indicatif, sachant qu’elle reste évolutive suivant le renforcement ou le relâchement des mesures de riposte de la part des autorités, soit la négligence dans le respect des mesures barrières dans le chef des populations.

La pandémie de la Covid-19 évolue de façon exponentielle dans le monde (Kibala K.J., 2020), au regard du nombre de cas infectés qui est passé, en l’espace d’environ deux mois pour illustrer, de 4.132.373 infectés au 10 mai 2020 à 10.632.219 infectés en date du 01 juillet 2020. On enregistre également des décès qui progressent, soit actuellement 515.026 décès de la Covid-19 contre un effectif de 281.061 décès au 10 mai 2020. Toutefois, il y a lieu de signaler que, comparativement au nombre d’infectés et de décès, l’évolution du nombre de guéris porte espoir : on est passé de 1.455.174 individus guéris de la Covid-19 au 10 mai 2020 à 5.837.063 guéris en date du 01 juillet 2020, ce qui porte le nombre de patients actifs ou actuellement infectés de Covid-19 dans le monde à 4.280.130 en date du 01 juillet 2020, contre 2.396.138 patients actifs au 10 mai 2020. Les graphiques ci-dessous illustrent nos propos.

Figure 1 : Nombre de cas infectés et de décès liés à la covid-19 dans le monde⁽⁴⁾



Source : <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 14h52 GMT)

¹ Nathanael Mavinga (2020), en ligne sur : <https://www.financialafrik.com/2020/05/09/covid-19-loms-craint-la-mort-de-190-000-personnes-en-afrique/> (consulté le 17/06/2020).

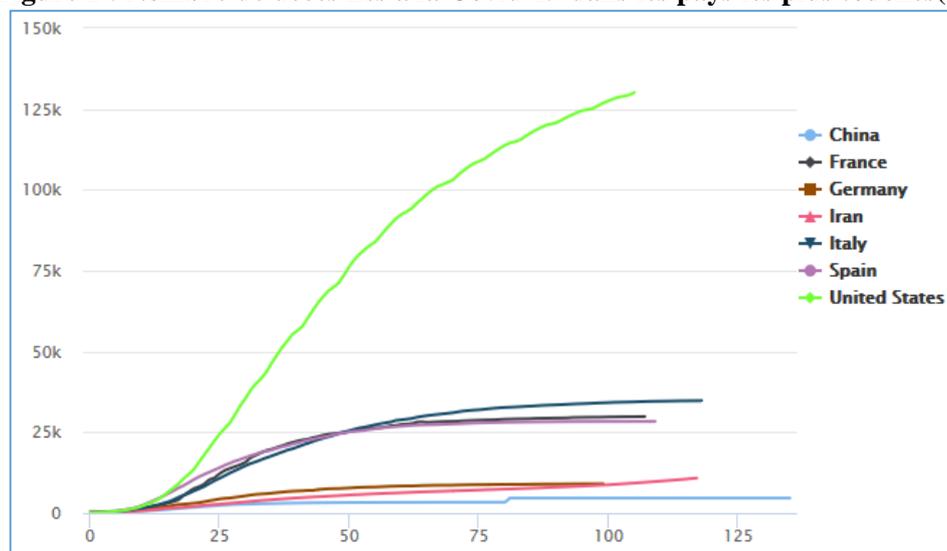
² Voir sur : <https://www.financialafrik.com/tag/commission-economique-pour-lafrique/>.

³ Les informations sont tirées du site : <https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 14h52 GMT).

⁴ <https://www.worldometers.info/coronavirus/worldwide-graphs>.

L'évolution exponentielle du nombre de cas infectés à la Covid-19 dans le monde, tel que l'atteste la figure 1 ci-dessus, traduit simplement l'absence d'un traitement efficace du virus à ces jours. Des voix s'élèvent contre toute tentative d'un vaccin anti-covid19, surtout en Afrique, pendant que la Chloroquine (en France) et l'artémisia (à Madagascar) se montrent relativement efficaces. Dans tous les cas, du chemin reste à parcourir pour un remède absolument efficace qui puisse bénéficier d'un large consensus.

Figure 2 : Nombre de décès liés à la Covid-19 dans les pays les plus touchés⁽¹⁾



Source : <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 14h52 GMT)

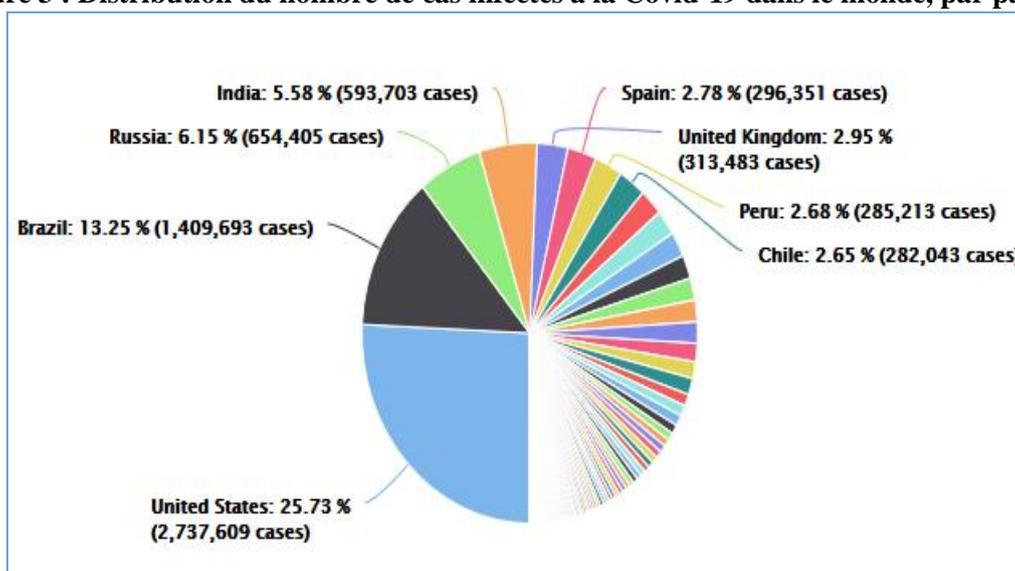
La figure 2 ci-dessus présente, pour les pays affichant le plus de cas de décès liés à la Covid-19, le nombre cumulé des décès en ordonnée en fonction du nombre de jours depuis les 100 décès en abscisse. On note que, en date du 01 juillet 2020, les USA est le pays qui enregistre le plus de cas de décès dû à la Covid-19, suivi par l'Italie, la France, l'Espagne, l'Iran, l'Allemagne et la Chine. Grâce à des mesures de riposte prudentes, notamment le confinement total et la désinfection de la ville infectée par la Covid-19 (Wuhan), la Chine a réussi à contenir le virus dans la ville de Wuhan, pourtant ce pays est considéré comme le foyer où la pandémie de la Covid-19 tire sa source. Il sied de signaler aussi qu'en date du 10 mai 2020, la France ne figurait pas sur la liste des pays affichant le plus de décès, mais à ce jour elle occupe la troisième place, après l'Italie et avant l'Espagne. Doit-on conclure à un relâchement des mesures de riposte de la part des autorités ou au manque de respect des gestes barrières dans le chef de la population, soit encore à une efficacité réduite de la Chloroquine ou même à une efficacité réduite du système de santé français ? Autant de questions dont les réponses devraient aider à mieux affiner les mesures de riposte dans le monde, surtout qu'on assiste de plus en plus à une vague de « deconfinement » dans le monde (depuis le 11 mai en France, etc.). Nous attirons l'attention des autorités dans le monde sur la nécessité de faire respecter (par application stricte) les gestes barrières (restrictions) dans le chef de la population, pour éviter au monde de revivre les scénarios de la « grippe espagnole » de 1918 dans sa deuxième vague de contamination. En effet, la grippe espagnole de 1918-1920 est la pandémie la plus sévère de l'histoire qui dura 2 ans, avec 3 vagues de contamination et un bilan de 500 millions de personnes infectées (soit

¹ www.worldometers.info/coronavirus/worldwide-graphs/.

33% de la population mondiale à l'époque) dont environ 30 à 50 millions de décès (voir 100 millions selon les réévaluations récentes), soit une perte de 2,5% à 5% de la population mondiale (*ce nombre de décès de suite de la grippe espagnole représenterait quatre à six fois le nombre de victimes de la guerre mondiale de 1914*), alors que la première guerre mondiale de 1914 aurait seulement emporté environ 1 % de la population dans les nations belligérantes⁽¹⁾. Il est important de souligner que c'est au cours de la deuxième vague de contamination, soit celle qui a suivi le deconfinement, qu'on a enregistré des dizaines de millions de décès liés à la grippe espagnole, entre 1918 et 1920. Il fut observé simplement une négligence des mesures de distanciation sociale et autres restrictions dans le chef de la population, cette dernière, fatiguée de la quarantaine, ayant vagué librement dans les rues sans se soucier de quoi que ce soit.

De façon globale, on note que le rythme (en termes relatif) de décès liés à la Covid-19 dans le monde a fortement baissé ; nous sommes passés d'un taux de croissance de décès de 47% le 23 janvier 2020 à un taux de 1% en date du 30 juin 2020, bien qu'en termes absolue l'on enregistre plutôt une progression avec au total 25 décès le 23 janvier 2020 contre 513.186 décès le 30 juin 2020.

Figure 3 : Distribution du nombre de cas infectés à la Covid-19 dans le monde, par pays⁽²⁾



Source : <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 14h52 GMT)

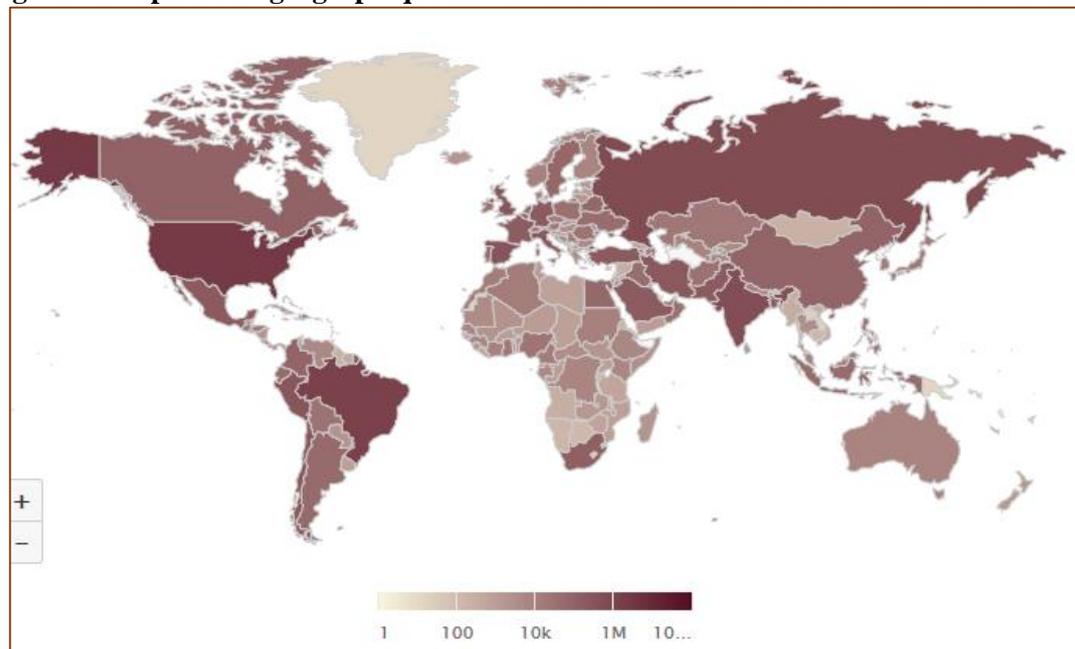
Au regard de la figure 3 ci-dessus, en date du 01 juillet 2020, les USA demeure le pays qui enregistre le plus de cas d'infection à la Covid-19 dans le monde, suivi par le Brésil, la Russie, l'Inde, le Royaume Uni, l'Espagne, le Pérou et la Chili. Cette situation permet de noter que l'Afrique, n'apparaissant pas dans le top de cas, est faiblement affectée par la Covid-19 (la figure 4 ci-dessous confirme également nos propos). Il y a lieu de souligner que, comme nous l'avons signalé un peu plus haut, la situation de la Covid-19 dans le monde est évolutive. En effet, en date du 10 mai 2020, les USA était toujours le pays qui enregistrait le plus de cas

¹ Voir sur : <https://www.medicinesciences.org/en/articles/medsci/abs/2006/08/medsci2006228-9p767/medsci2006228-9p767.html> (consulté le 03/07/2020 à 04h39); sur : https://www.sciencesetavenir.fr/sante/en-1919-comment-le-monde-s-est-il-sorti-de-la-pandemie-de-grippe-espagnole_143396 (posté le 13.04.2020 à 16h00, et consulté le 03.07.2020 à 04h22) ; et sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Grippe_espagnole (consulté le 03/07/2020 à 04h44).

² www.worldometers.info/coronavirus/worldwide-graphs/ (consulté le 01 juillet 2020).

d'infections à la Covid-19 dans le monde, mais il était suivi par l'Espagne, l'Italie, le Royaume Uni, la Russie, la France, l'Allemagne, le Brésil, la Turquie, l'Iran, la Chine, le Canada, le Pérou, l'Inde, la Belgique, etc. On notait ainsi que l'Europe paraissait être le continent le plus affecté par la Covid-19. Ceci témoigne des efforts fournis par certains pays dans le monde à l'effet de contenir la pandémie, si pas limiter sa propagation.

Figure 4 : Répartition géographique du nombre d'infectés à la Covid-19 dans le monde⁽¹⁾



Source : <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 14h52 GMT)

Concernant l'Afrique⁽²⁾, il sied de noter qu'en date du 01 juillet 2020, 57 pays africains sont affectés par la Covid-19, soit un cumul de 409.282 cas d'infectés à la Covid-19, dont 10.214 décès, 196.294 guéris, ce qui porte l'effectif de patients actifs à 202.774. L'Afrique du Sud reste en tête en termes de cumul du nombre de cas (soit 151.209 cas contre 2.657 décès), suivi par l'Egypte (68.311 cas contre 2.953 décès), le Nigeria (25.694 cas contre 590 décès), le Ghana (17.741 cas contre 112 décès) et l'Algérie (14.272 cas contre 920 décès), pour se limiter au top 5, comme l'atteste la figure 5 ci-dessous. L'Afrique du Sud et le Nigeria – faisant partie de trois plus grandes économies en Afrique subsaharienne, avec l'Angola – sont frappés par la Covid-19 dans un contexte de baisse des prix des matières premières, d'une faiblesse persistante de la croissance et des investissements⁽³⁾. De ce fait, la mise en place des mesures de riposte pour atténuer les effets de la pandémie en Afrique du sud, celui-ci ayant le plus de cas de Covid-19 confirmés dans la région, pèserait sur son économie et, par endroit, sur la région.

A ces jours, le Sahara Occidental est le territoire qui a enregistré moins de cas d'infections (soit 10 cas contre 1 décès) et l'Egypte est le pays africain qui a le plus enregistré de décès dû à la Covid-19. Aussi, signalons qu'au total 5 pays africains, en date du 01 juillet 2020, n'ont enregistré aucun décès de suite de Covid-19, à savoir : Uganda (avec 893 cas d'infectés),

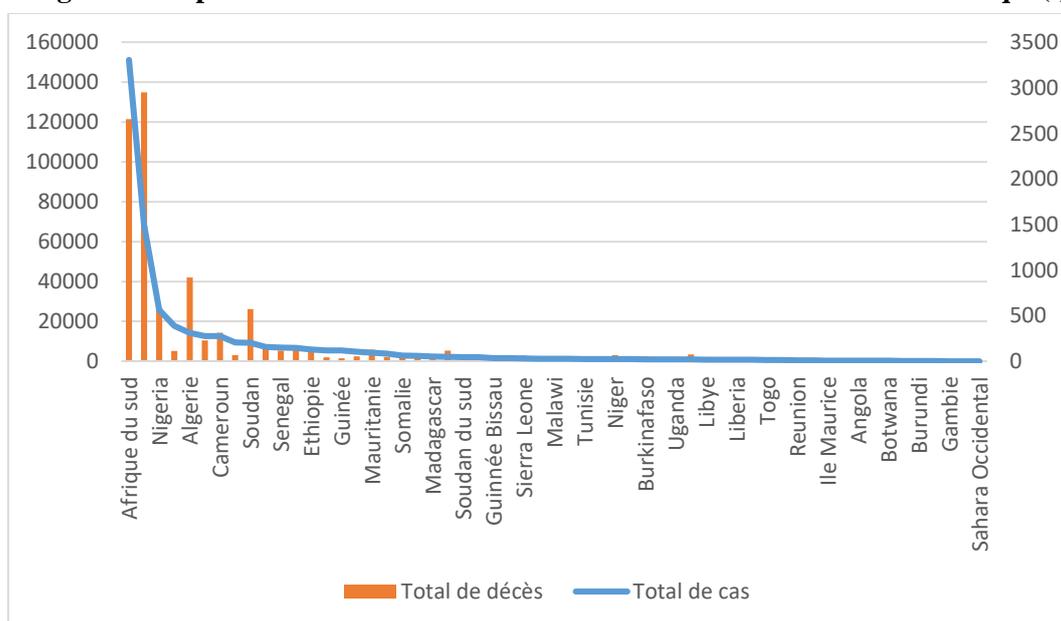
¹ www.worldometers.info/coronavirus/worldwide-graphs/ (consulté le 01 juillet 2020).

² <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 17h27 GMT).

³ Il est d'ailleurs projeté une baisse de 6,9 à 8 points de pourcentage de la croissance économique moyenne de ces trois pays (Banque mondiale, 2020).

Namibie (avec 257 cas d'infectés), Erythrée (avec 203 cas d'infectés), Seychelles (avec 81 cas d'infectés) et Lesotho (avec 27 cas d'infectés).

Figure 5 : Répartition du nombre d'infectés et de décès à la Covid-19 en Afrique⁽¹⁾



Source : nous même sur base des données tirées sur : <https://www.worldometers.info/coronavirus/countries> (consulté le 01 juillet 2020, à 17h27 GMT).

En RDC, au 01 juillet 2020, on note un cumul de 7.122 cas d'infections à la Covid-19, avec 175 décès et 1.785 guéris, ce qui porte le nombre de patients actifs à 5.162⁽²⁾. Bien que très loin de l'Afrique du Sud, ce nombre d'infectés place la RDC à la 10^{ème} position (sur 57) parmi les pays les plus infectés d'Afrique. Malgré des efforts déployés jusqu'ici dans ce pays, il est à signaler que du chemin reste à parcourir pour contenir cette pandémie et limiter sa propagation, notamment en ce qui concerne le respect des mesures barrières édictées par les autorités dans le chef de la population (quarantaine, distanciation sociale, lavage systématique des mains, etc.). Avouons aussi que la réussite des mesures de confinement ou quarantaine en RDC est liée au degré d'engagement de l'Etat à accompagner les populations vulnérables – une bonne partie œuvrant dans le secteur informel et dont la survie tient aux activités quotidiennes de débrouillardise (petit commerce, etc.) – et les entreprises (ou secteurs) les plus touchées, à travers des subventions et exonérations fiscales et autres (allègements des charges liées au paiement de certains services de base : eau, électricité, etc.).

Comme nous le soutenons dans la suite du texte, la Covid-19 est un choc sanitaire, entraînant des pertes en vies humaines, qui a le potentiel de contribuer de manière significative au ralentissement non seulement de l'économie chinoise, mais également de l'économie mondiale du fait que la Chine constitue le centre d'opérations commerciales mondiales ou même l'usine du monde de fabrication.

¹ www.worldometers.info/coronavirus/worldwide-graphs/ (consulté le 01 juillet 2020, à 17h27 GMT).

² Idem.

3. Nature du choc de la Covid-19 d'un point de vue économique

La pandémie de la Covid-19 entraîne des chocs sur la demande (baisse de la consommation suite aux mesures de distanciation et confinement de la population) et sur l'offre (perturbation de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la Chine, cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux), et entraîne des spéculations sur les marchés financiers.

La mobilité des facteurs est affaiblie avec la réduction des flux des transports et des voyages qu'impose la propagation de la pandémie de la Covid-19. Cette pandémie entraîne la baisse de la production et, par ricochet, la baisse des profits ou bénéfices des firmes, la baisse des salaires, la baisse de la demande, l'accroissement des pressions sociales et de l'incertitude.

Cela amène à dire que le monde fait face à des chocs jumeaux ou une crise jumelle, à la fois sanitaire et économique. Baldwin R. et Tomiura E. (2020) estiment que la pandémie de la Covid-19 exercerait des effets de contagion sanitaire et économique ; ils notent aussi que ce virus est un choc d'offre et de demande, il influe sur le commerce international des biens et services. Selon le FMI (2020d), la crise sanitaire de la Covid-19 en Afrique subsaharienne, comme partout ailleurs, s'accompagne d'une crise économique à travers trois chocs importants qu'elle crée, à savoir : les baisses de la production et de la demande, la décélération de la croissance mondiale et le durcissement des conditions financières (et leurs retombées), et la chute significative des cours des produits de base, notamment le cours du pétrole qui a enregistré une baisse d'environ 50% depuis début 2020 (soit le niveau le plus bas depuis 18 ans)⁽¹⁾.

Notons que la pandémie de la Covid-19, au départ une crise sanitaire occasionnant des pertes en vies humaines, s'est traduite avec le temps par une crise d'ordre économique à la suite des différentes mesures prises par les autorités politiques pour en limiter la propagation. L'économie mondiale fait face dorénavant à un choc économique dont la nature devrait être analysée si l'on espère trouver des mesures appropriées.

Dans la littérature économique, on distingue généralement le choc d'offre et celui de la demande, soit-il exogène ou endogène selon qu'il est d'origine extérieur ou intérieur au système économique concerné. En modifiant l'offre ou la demande de biens et/ou services, un choc conduit à un déséquilibre macroéconomique pouvant se traduire par l'inflation, le chômage, le déséquilibre extérieur, la dépréciation monétaire, le déficit budgétaire, la pauvreté, l'instabilité financière, etc. Un choc d'offre affecte positivement ou négativement la production de biens ou services et nécessite de mettre en place de politiques d'offre ou des politiques structurelles (politique d'emploi, commerciale, etc.) pour y faire face. Tandis qu'un choc de la demande est de nature à perturber positivement ou négativement la demande (consommation) de biens ou services et nécessite pour y remédier d'actionner des politiques conjoncturelles (politique

¹ Le FMI note ici que les pays pauvres en ressources naturelles et dépendant du tourisme enregistreront une forte baisse de la croissance avec les fermetures de frontières ou restrictions des déplacements; et, les pays émergents et pré-émergents vont enregistrer des sorties massives des capitaux et subir le resserrement des conditions financières, ce qui est de nature à amplifier les effets de la crise sanitaire.

monétaire, politique budgétaire) de relance Keynésienne. Selon la théorie classique⁽¹⁾, l'offre ou la production est fondamentalement déterminée par la main d'œuvre et le capital qui constituent les facteurs de production. Pour les classiques, l'offre crée sa propre demande⁽²⁾ si bien que la modification de la quantité produite ou de l'offre ne peut provenir que d'un changement dans l'un de facteurs de production. Aussi, puisque les forces du marché assurent l'équilibre, le déséquilibre n'est pas envisageable, sauf en cas de chômage volontaire ou d'intervention de l'Etat pour perturber les équilibres⁽³⁾. Par contre, pour les keynésiens⁽⁴⁾, l'offre ou la production est fonction de la demande si bien que tout choc tendant à réduire la consommation devrait se traduire par une baisse de la production. Pour ces auteurs, la grande dépression de 1930 survenue après la deuxième guerre mondiale était due à une insuffisance de la demande, l'offre étant plus élevée. L'intervention de l'Etat, par une politique des grands travaux (politique budgétaire), a aidé de sortir de cette grande dépression et a maintenu le monde dans une phase de croissance économique durant environ 30 ans avant la crise pétrolière des années 70 : on parle de trente glorieuse.

Parlant de la crise des années 1930 aux USA, il y a lieu de noter que le schéma monétariste de Milton Friedman et Anna Schwartz (1963) en ont donné la formulation la plus célèbre, une explication qui domine aujourd'hui dans les débats universitaires. Pour ces auteurs, la dépression trouve donc sa source dans les crises bancaires. Ils considèrent que, par perte de confiance de leurs déposants, les banques subissent des retraits massifs des dépôts et sont amenées à vendre des actifs les plus liquides pour satisfaire les demandes de retrait. Elles deviennent insolvables si la valeur de leurs actifs, déduits des dépôts, devient faible comparée à leurs fonds propres. Par effet de contagion, les banques étant liées entre elles par leur endettement mutuel, la faillite d'une banque peut entraîner celle des autres, ce qui crée de la panique et conduit à des « ruées » collectives des déposants. On assiste dans ce cas à un « risque systémique » entraînant, avec la ruée ou retraits massifs de dépôts, la défaillance ou crise du système bancaire (système de paiement bloqué, crise de liquidité, rationnement de crédit, non renouvellement d'anciens prêts, spéculations, etc.). Cette dernière a des effets immédiats et considérables sur le reste de l'économie. Partant de la crise de 1930, Milton F. et Schwartz A., comme pour d'autres monétaristes, considèrent que c'est la panique bancaire qui cause le krach boursier, et non l'inverse. Pour eux, le canal majeur de propagation est la réduction de l'offre de monnaie, avec des effets sur la demande et la production. Les monétaristes assimilent les crises financières aux défaillances bancaires⁽⁵⁾.

¹ Il s'agit du courant de pensée en sciences économiques qui, contrairement au Keynésianisme, prône le laisser faire ou l'absence de l'Etat dans la régulation des marchés et croit aux forces du marché pour un rétablissement automatique des marchés en cas de déséquilibre. Pour les classiques (néoclassiques, nouveaux classiques ou nouvelle école classique), l'économie est toujours en équilibre et en plein emploi des facteurs de production.

² Il s'agit là de la loi de Jean Baptiste Say, l'un de classiques.

³ Nous considérons cette hypothèse forte bien qu'elle ait beaucoup évolué au stade actuel des développements de courant de pensée, notamment avec la nouvelle synthèse néo-keynésienne (soit les postulats des modèles d'équilibre général dynamique et stochastique ou modèles DSGE).

⁴ Ce courant de pensée défend l'intervention de l'Etat pour assurer l'équilibre des marchés (keynésiens, néokeynésiens, nouvelle école keynésienne).

⁵ Voir : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/crises-financieres-instabilite-financiere/2-les-principales-formes-de-l-instabilite-financiere/>; et <http://www.blog-illusio.com/article-l-interpretation-monetariste-de-la-grande-depression-114862410.html>.

A ce stade, une question tient lieu : quelle est la nature du choc (choc d'offre ou choc de la demande) auquel l'économie mondiale fait face, à la suite de la crise de la Covid-19 et les mesures de riposte adoptées ? Pourrait-on craindre une crise financière ?

En effet, la pandémie de la Covid-19 (y compris les mesures de riposte adoptées) est un choc imprévisible qui modifie les comportements des agents économiques et perturbe les équilibres macroéconomiques des pays dans le monde. Les mesures de confinement (mise en quarantaine des populations) entraînent : un accroissement du chômage et de l'absentéisme (surtout dans le secteur privé), et partant une baisse des revenus, une baisse de la consommation, une baisse des revenus fiscaux et, par ricochet, une baisse de la production. On peut ainsi déduire un choc de la demande au début de la crise sanitaire. Mais, au fil du temps, du côté de l'offre, on note ce qui suit : des pratiques qui s'apparenteraient au protectionnisme avec la fermeture de frontières par plusieurs pays dans le monde, se traduisant par des perturbations de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la Chine (des ruptures de stock des fournisseurs) – cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux – et entraînant des spéculations sur les marchés financiers, une baisse du commerce extérieur, baisse des réserves de change, instabilité et dépréciation monétaire. Ainsi, du fait que plusieurs pays dans le monde feraient face à une forte demande dont l'offre ne suivrait pas, on peut admettre également que l'économie mondiale soit frappée par un choc d'offre.

Aussi, il y a lieu de souligner que le choc de la Covid-19 est autant monétaire que financier. En effet, comme l'estime Albuлесcu Claudiu (2020a, 2020c), la pandémie de la Covid-19 crée plus de peur et d'incertitude, touchant l'économie mondiale et amplifiant la volatilité sur les marchés financiers. Beck Thorsten (2020) note que la récession, qu'induit la persistance de la pandémie de la Covid-19 dans le temps, va poser des problèmes de solvabilité pour certaines firmes et ménages et exercer une pression sur le bilan des banques, pouvant conduire à un accroissement des prêts improductifs et à des faillites des banques. L'auteur estime que, si la crise persiste, lesdits prêts improductifs pourraient augmenter dans le second semestre 2020, surtout pour les banques dont une part importante de portefeuille de crédit concerne les secteurs les plus touchés. Pour des économies dollarisées⁽¹⁾ comme celle de la RDC, la pandémie de la Covid-19 entraîne des pressions sur le marché des change du fait de la rareté des devises (réserves de change), avec la baisse des exportations et de flux de capitaux suite à la Covid-19 et les mesures de riposte prises dans différents pays. La persistance de la pandémie va empêcher les agents économiques à honorer leurs engagements et à faire face aux charges fixes, ce qui va conduire à des faillites et plonger l'économie mondiale dans la récession ; il s'en suivra aussi la baisse de la pollution avec la fermeture de plusieurs usines en Chine et dans le monde, le développement de l'économie numérique (télétravail, vidéoconférences, bibliothèques ou enseignement en ligne, etc.).

Au regard de ce qui précède, l'on déduit que la Covid-19 et les mesures de riposte adoptées dans le monde ont créé à la fois un choc de demande (baisse de la consommation) et un choc d'offre (baisse de la production). Du fait qu'il s'agit d'une crise économique d'ampleur macroéconomique et financière, au regard de ses effets, il y a lieu de souligner que le monde

¹ Celles dont une devise étrangère accomplit pleinement ou partiellement les trois fonctions dévolues à une monnaie nationale, à savoir : la réserve de valeur, le moyen de paiement et l'unité de compte.

pourrait faire face à une crise financière suivant le schéma monétariste de Friedman M. et Schwartz A. (1963).

Toutefois, signalons aussi que, contrairement à la grande dépression de 1930 où l'on a assisté à une aggravation du ralentissement mondial suite à des « politiques mercantilistes stériles » adoptées par les pays, ces derniers se sont bousculés à obtenir des liquidités internationales faute de prêteur de dernier ressort, les dégâts de la crise sanitaire actuelle devraient relativement être limités du fait de l'existence d'un dispositif mondial de sécurité financière plus solide, notamment le FMI (FMI, 2020a). Aussi, contrairement à la situation avant la crise financière de 2008-2009, actuellement les banques ont plus de fonds propres et sont assez liquides⁽¹⁾, elles sont donc plus résilientes (FMI, 2020c). Mais, l'aggravation de la crise entraînant des pertes de marché et de crédit peut fragiliser le système bancaire dans quelques pays et aggraver le ralentissement économique, les banques n'étant plus en mesure de financer l'économie. La baisse de la production ou l'arrêt brutal des activités que cette pandémie entraîne pourrait accroître le niveau d'endettement des ménages et des entreprises, et conduire à une crise financière si l'on y prend garde.

4. Situation économique dans le monde avant la crise de la Covid-19⁽²⁾

4.1. Principales caractéristiques et perspectives de l'économie mondiale avant Covid-19

Notons ce qui suit au sujet de la situation socio-économique qui prévalait dans le monde avant Covid-19 :

- La Chine est le plus grand importateur de matières premières, la deuxième économie mondiale (détenant environ 16% du PIB mondial) et le deuxième consommateur mondial de pétrole.
- Pour ce qui est de la pauvreté au travail en 2019, on compte une personne sur cinq (dans la population active) touchant un salaire inférieur à 3,20 USD par jour en termes de parité de pouvoir d'achat, soit environ plus de 630 millions de personnes.
- En 2019, les marchés de travail restent inégaux et ces inégalités sont plus marquées qu'avant.
- Avec le recul des tensions sur les prix des produits énergétiques, le taux annuel d'inflation dans les économies avancées a baissé en 2019; et, suite à la morosité de l'économie mondiale, il était projeté des faibles tensions inflationnistes en 2020. L'inflation est restée globalement modérée aussi pour les économies émergentes et en Afrique, sur fond des politiques monétaires restrictives et du faible niveau des prix des produits pétroliers.

¹ « Il y a un peu plus de dix ans, les dirigeants mondiaux se sont réunis dans un effort de coordination sans précédent pour réformer la réglementation du secteur financier. Ils ont considérablement relevé les normes minimales relatives à la qualité et à la quantité de fonds propres et de liquidités des banques et sont parvenus à mettre en place un système bancaire plus résistant, conçu pour maintenir les réserves à un niveau supérieur au minimum nécessaire en cas de crise » (Tobias A. et Aditya N., 2020).

² Lire : BCC. (2020) ; Matata P. (2020) ; Congo Challenge (2019) ; FMI. (2019).

- En 2019, comparé aux années précédentes, les échanges commerciaux mondiaux ont baissé (baisse de 1,5% du volume moyen des marchandises exportées au 2^{ème} semestre 2019), suite notamment à la guerre commerciale entre les USA et la Chine. Ces échanges ont varié de 4,6%, 3% et 1,2%, respectivement en 2017, 2018 et 2019, avec des fortes chances de demeurer ainsi dans les 5 prochaines années.
- Les arriérés intérieurs en Afrique subsaharienne ont progressé ces dernières années jusqu'à avoisiner 3,3% du PIB en 2018, et concernent souvent les dépenses de biens et services, les transferts, les investissements et les traitements et salaires.

De manière générale, la plupart de pays dans le monde ont enregistré des taux de croissance en dessous des niveaux potentiels. L'Afrique subsaharienne, ayant enregistré un ralentissement économique en 2019 (taux de croissance ralenti à 2,4%), reste vulnérable au regard de la forte dépendance de ses exportations et recettes budgétaires au secteur extractif, ce qui suppose qu'une baisse d'activité dans le chef de ses principaux partenaires commerciaux (USA, Europe, Chine) est de nature à influencer négativement sur sa croissance économique.

Selon la Banque Mondiale (2020), en Afrique, la pandémie de la Covid-19 est une crise qui s'ajoute à bien d'autres crises, notamment les invasions de criquets pèlerins, la sécheresse, le changement climatique, la fragilité, les conflits, la violence et le sous-développement des marchés alimentaires. L'Afrique est caractérisée par la précarité de la plupart d'emplois, la taille importante du secteur informel (soit 89 % de l'emploi total), la couverture limitée des régimes de pension et d'assurance-chômage, et la prédominance des micros, petites et moyennes entreprises (soit 90 % dans les activités d'affaires).

A présent, nous présentons les perspectives économiques dans le monde (en 2020) avant l'apparition de la pandémie de la covid-19 pour après mieux juger les effets de cette dernière sur les tendances futures de l'économie mondiale. Suivant le Fond Monétaire International (FMI, 2020), la croissance économique mondiale devrait s'accélérer à 3,3% en 2020, venant d'environ 2,9% en 2019. Malgré le ralentissement observé dans les pays avancés et en Chine, l'activité économique s'était améliorée dans les pays émergents (Brésil, Inde, Mexique, Russie, Turquie) en 2019. Aussi, notons qu'il était projeté des faibles tensions inflationnistes en 2020.

Il était projeté un ralentissement de croissance dans les pays avancés (surtout aux USA et au Japon), de 1,7% en 2019 à 1,6% en 2020. Par contre, dans les pays émergents et en développements, on s'attendait à une accélération de la croissance, de 3,7% en 2019 à 4,4% en 2020. En Afrique Subsaharienne, il était projeté une consolidation de la croissance économique, de 3,3% en 2019 à 3,5% en 2020 (tirée par la croissance de deux premières économies, notamment le Nigeria et l'Afrique du Sud).

Bien que le taux de chômage soit resté stable durant les 9 dernières années, le nombre de chômeurs dans le monde devrait s'accroître d'environ 2,5 millions en 2020 suite au ralentissement de l'activité économique mondiale enregistrée et les perspectives précaires (*Organisation Internationale du Travail/OIT, Le rapport Emploi et questions sociales dans le monde – tendances 2020*).

Selon le FMI (FMI, 2019), en 2019, l'économie mondiale a enregistré une baisse de croissance et les perspectives restaient précaires comme ce fut le cas les deux dernières années. Outre les

facteurs propres à certains pays émergents, ce ralentissement était consécutif à l'augmentation des obstacles liés au commerce (faiblesse des flux d'échanges et d'investissements), à la montée des tensions géopolitiques qui entretiennent l'incertitude, au ralentissement économique des principaux partenaires commerciaux, à la chute des prix des produits de base, etc.

L'avenir du monde était aussi conditionné par l'allure des tensions géopolitiques mondiales qui ont refait surface depuis fin 2017. Il s'agit d'une sorte de guerre froide qui opposerait les USA et l'UE contre la Chine, la Russie et l'Iran. Il est à signaler également des risques d'utilisation d'armes nucléaires par la Corée du Nord (contre la Corée du Sud, le Japon et les USA) et l'Iran (contre Israël et Arabie Saoudite).

Les facteurs des risques sur les perspectives mondiales avant la propagation de la Covid-19 peuvent se résumer en ceci :

- ✓ La montée des tensions géopolitiques qui pourrait se traduire par la baisse de l'offre de pétrole et, par endroit, la hausse des prix du baril ;
- ✓ La baisse de la productivité du travail dans certains pays suite aux troubles sociaux ;
- ✓ La perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales suite aux conflits commerciaux entre les USA et ses principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine et l'UE ;
- ✓ La résurgence des catastrophes naturelles de nature à freiner l'activité économique (agriculture, assurance, etc.) dans certaines régions (tempêtes tropicales, inondations, incendies de forêt, sécheresses, etc.) ;
- ✓ La persistance du coronavirus en Chine et sa propagation dans le monde va contribuer à ralentir l'activité économique en Chine, autant pour les échanges commerciaux et les mouvements de personne dans le monde.

**Encadré 1 : Problématique des arriérés ou dette intérieure en Afrique Subsaharienne en 2019
(voir FMI, 2019, p.9 ; pp. 48-49 ; pp. 52-53 ; p.59) :**

Les arriérés intérieurs (dette intérieure) freinent l'activité du secteur privé et la fourniture des services sociaux, ils accroissent la vulnérabilité du secteur bancaire et réduisent la confiance des citoyens dans l'Etat (un risque sur les finances publiques si plus personne n'arrivait à payer les impôts). Les arriérés intérieurs en Afrique subsaharienne ont progressé ces dernières années jusqu'à avoisiner 3,3% du PIB en 2018, et concernent souvent les dépenses de biens et services, les transferts, les investissements et les traitements et salaires (FMI, 2019, p. 48).

Parmi les facteurs cycliques de l'accumulation des arriérés, il est repris : une discipline budgétaire insuffisante, le ralentissement économique, le choc sur les cours des produits de base, le resserrement des conditions de financement extérieur, les catastrophes naturelles, les conflits et instabilités politiques (FMI, 2019, p. 49).

L'accumulation d'arriérés de dépenses élevés ou persistants nuit aux secteurs réel (*éviction des entreprises du secteur privé et du secteur public présentant de plus en plus de problèmes de trésorerie : baisse des bénéfices des entreprises et revenus des ménages, faillites, baisse de la demande globale, hausse du chômage et ralentissement de la croissance*), financier (*empêchent les entreprises du secteur privé et public, et les ménages de rembourser leurs emprunts ; dégradation de la qualité des actifs des banques et accroissement des NPL ; baisse de l'offre de crédit, baisse des investissements, baisse des recettes budgétaires, repli de l'activité économique*) et social (*baisse de confiance des investisseurs des administrations publiques ou entreprises dans l'Etat, anticipant des arriérés ou retards de paiement ; paiements d'impôt différé, hausse des prix pour compenser la perte des créances, retarder la fourniture*

des moyens de production pour les projets publics, recours à des paiements informels, etc.) par des multiples voies. Le FMI (FMI, p. 53) estime à 0,3% les effets des arriérés sur l'accroissement des créances en souffrance (ratio prêts improductifs sur les prêts bruts totaux).

L'accumulation des arriérés diminuent l'effet multiplicateur des dépenses publiques ou diminuent la capacité de la politique budgétaire à soutenir l'économie (FMI, p. 59).

L'Afrique subsaharienne est exposée à des nouveaux risques de dégradation, notamment : menace d'une montée du protectionnisme, resserrement des conditions financières mondiales de nature à entraîner une hausse des primes de risque ou inversion des entrées de capitaux, ralentissement économique en Chine et en Europe, des chocs climatiques, intensification des problèmes de sécurité, etc.

Pour réduire les risques et encourager la croissance en Afrique Subsaharienne, il est suggéré :

- * La calibration rigoureuse de la politique économique à moyen terme : les politiques monétaires et budgétaires devraient être recalibrées de manière à soutenir la croissance, tout en étant compatible avec la viabilité de la dette et le financement disponible ;
- * Renforcer la résilience avec l'accroissement des recettes intérieures, la rationalisation des subventions inefficaces et l'amélioration de la gestion des finances publiques pour renforcer les bilans souverains et créer un espace budgétaire pour les besoins de développement.
- * Accélérer la croissance à moyen terme (le PIB par tête) : mettre en œuvre des réformes pour stimuler l'investissement et la compétitivité, développer des chaînes de valeur régionales, etc.

Les ratios des prêts improductifs demeurent élevés en Afrique Subsaharienne (11% en moyenne), traduisant l'absence des pratiques de gestion des risques, les effets de la chute des prix de produits de base et les fragilités des bilans publics, qui ont pesé sur les finances des fournisseurs, y compris par le biais d'arriérés intérieurs (FMI, p. 9).

4.2. Principales caractéristiques et perspectives de l'économie congolaises avant Covid-19⁽¹⁾

L'économie congolaise reste fragile et vulnérable aux chocs exogènes au regard de son caractère extraverti, ce qui justifie des besoins permanents de soutien à la balance des paiements et des déficits en réserves de change.

La RDC possède une industrie peu développée et tire l'essentiel de sa richesse de l'exploitation des minerais (*en 2018, les produits miniers et hydrocarbure constituent 99,1% des exportations totales du pays ; ces dernières reposent principalement, soit 97%, sur les quatre matières premières de base suivantes : le Cuivre, le Cobalt, l'Or et le Pétrole*) qui constitue la principale activité du pays (BCC, 2020 ; BCC, 2019), laquelle fait fonctionner plusieurs autres secteurs et procure les réserves de change indispensables pour garantir l'équilibre du marché des changes. La Chine est le principal partenaire commercial de la RDC, elle demande à elle seule environ 35% des minerais congolais.

Par ailleurs, l'on peut retenir de la situation récente de l'économie congolaise ce qui suit :

- En 2019, la RDC a enregistré une croissance économique estimée à 4,5%, venant de 5,8% en 2018. Cette baisse de croissance s'explique grandement par la chute du cours des matières premières, l'économie congolaise dépendant en grande partie de ses ressources naturelles.

¹ Lire : BCC(2020), BCC(2019), Matata P. (2020).

- En 2019, les droits de douanes et d'accises (recettes publiques résultant des activités commerciales du pays avec l'étranger) et les impôts sur le commerce extérieur ont représenté, respectivement, environ 25% et 30% des revenus de l'Etat congolais.
- La fragilité de la situation politique et sécuritaire et la spéculation des agents économiques ont occasionné une forte demande des devises entre 2016 et 2017, couplées à la baisse des cours mondiaux des minerais (contraction de l'offre des devises), entraînant la dépréciation monétaire et l'accélération de l'inflation.
- Les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 4,02% de 2018 à 2019.
- La part de biens d'équipements dans les importations du pays est de 50%.
- Les transferts privés ont baissé de 2018 à 2019, entraînant une baisse du solde des opérations dans le compte du capital.

A ces jours (premier semestre 2020), la RDC enregistre des déficits importants liés notamment au financement du programme d'urgence « de 100 jours » du Président de la République et de la gratuité de l'éducation de base pour tous les établissements publics. Vers fin 2019, le pays avait bénéficié de l'aide financière du FMI (autour de 368,4 millions US) – sous forme d'appui à la balance des paiements au titre de facilité de crédit rapide – pour soutenir ledit programme « de 100 jours », bien que la RDC ne soit pas encore en programme formel avec cette institution, la conclusion dudit programme d'urgence en juillet 2020 étant conditionnée par l'observation d'une certaine conduite ou le respect par la RDC d'un certain nombre de critères liés à la stabilité de son cadre macroéconomique. Ce programme, s'il arrivait à être obtenu, ouvrirait au pays la voie aux appuis budgétaires de la BAD et de la Banque Mondiale.

De façon générale, notons qu'en RDC, entre 2018 et 2019, il est enregistré : une accentuation des déficits publics (étroitesse de l'espace budgétaire réel), la baisse des dépenses d'investissement, la baisse des réserves de change et la contraction de la croissance, pour ne citer que cela. Par ailleurs, soulignons aussi quelques problèmes structurels, notamment la faible diversification de l'économie congolaise qui la rend d'ailleurs moins résiliente et vulnérable face aux chocs extérieurs, la défaillance (engorgement) du système sanitaire du pays, et le déficit en ressources humaines de qualité, matérielles et financières. Dans ce contexte, toutes choses restant égales par ailleurs, l'efficacité des interventions du gouvernement congolais face à la Covid-19 serait limitée.

Pour ce qui est des perspectives économiques (en 2020) en RDC, avant l'apparition de la Covid-19, on s'attendait à un ralentissement de la croissance économique, de 4,38% en 2019 à 4,05% en 2020, suite à l'arrêt des activités minières d'une société évoluant dans le secteur (Mutanda Mining). En 2020 et 2021, le secteur tertiaire devrait contribuer en grande partie à la croissance économique du pays. Suite aux tensions commerciales et géopolitiques dans le monde, on devrait s'attendre à une baisse du cours des matières premières et des métaux en 2020.

Pour ce qui est des principaux partenaires de la RDC, il était retenu ce qui suit :

- ✓ Chine : il était projeté un ralentissement de la croissance chinoise de 6,1% en 2019 à 6,0% en 2020, suite notamment aux différends commerciaux (poursuite de relèvements de droit de douanes dans le cadre d'un accord commercial) qui oppose la Chine aux

USA. La persistance de la pandémie de la Covid-19 devrait accentuer le ralentissement de la croissance Chinoise.

- ✓ Afrique du Sud : il était projeté une accélération de la croissance de ce pays de 0,4% en 2019 à 0,8% en 2020, malgré les contraintes structurelles et la détérioration des finances publiques qui caractérisent le pays.
- ✓ Zone Euro : il était projeté une accélération de la croissance de 1,2% en 2019 à 1,3% en 2020, sur fond de la hausse anticipée de la demande extérieure (projection de la progression de la croissance allemande de 0,5% à 1,1%).
- ✓ USA : il était projeté un ralentissement de l'activité de 2,3% en 2019 à 2,0% en 2020, suite à la nouvelle orientation de la politique budgétaire (expansion budgétaire pour stimuler l'activité économique).

5. Effets de la crise de la Covid-19 dans le monde

Dans son rapport sur les effets de la Covid-19 sur les finances publiques dans le monde, le FMI (FMI, 2020b), comme le pensent bien d'auteurs d'ailleurs⁽¹⁾, souligne que cette pandémie de la Covid-19 et les mesures de riposte qu'elle implique (distanciation sociale, confinement) ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique, car elles entraînent : la réduction de la production, la baisse des recettes fiscales, l'accroissement des dépenses et aides aux ménages (transferts, allocations-chômages, subventions salariales, report de paiements d'impôts, etc.) et aux entreprises (fourniture de liquidités, exonérations fiscales, etc.) les plus touchés pour les protéger contre la perte de revenus, le chômage et les faillites. Cela va dégrader les soldes budgétaires de la plupart de pays dans le monde et accroître les ratios d'endettement public pour certains.

Selon la Banque mondiale (Banque mondiale, 2020), la pandémie de la Covid-19 est entrain de déstabiliser l'économie mondiale et conduirait celle-ci à une récession du fait de la baisse d'activité observée en Chine⁽²⁾ (au cours du premier trimestre de 2020) et qui devrait impacter d'autres pays frappés par la pandémie, notamment les USA et la zone euro. On assiste également à la baisse des prix des matières premières (surtout les cours du pétrole et ceux des métaux industriels) et à une forte volatilité des marchés boursiers mondiaux causées par les incertitudes concernant la durée et les effets de cette pandémie, sans compter les dépréciations des monnaies des économies émergentes et en développement ainsi que les sorties de capitaux de ces économies (autres que la chine) dépassant celles observées au pire moment de la crise financière de 2008. Par sa nature, ses causes et ses effets, le choc de 2020 dû au coronavirus est différent de celui de 2008 dû à la crise financière⁽³⁾. Analysant quelques conséquences économiques de la fermeture de frontières des pays qu'implique la pandémie de la Covid-19, Meninno R. et Wolff G. (2020) notent de leur part que les effets de la crise actuelle sont limités

¹ Notamment : Weder M., 2020 ; Boone L. et al., 2020 ; McKibbin W. et Fernando R., 2020 ; Arezki R. et Nguyen H., 2020 ; Baldwin R. et Tomiura E., 2020 ; Beck T., 2020 ; Cecchetti G. et Schoenholtz L., 2020 ; Mann C., 2020 ; Meninno R. et Wolff G., 2020 ; Voth J., 2020 ; Cochrane J., 2020 ; Wren-Lewis S., 2020 ; Wyplosz C., 2020 ; Baker S. et al., 2020 ; Tobias A. et Aditya N., 2020 ; Albulescu C., 2020a, 2020b et 2020c.

² En Chine, au premier trimestre de 2020, il est observé une contraction des ventes au détail, des prestations de service, de la production industrielle et des investissements.

³ Voir sur : <https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir-choc/197001010100-00092339.html>.

comparativement à ceux de la crise migratoire de 2015⁽¹⁾. Toutefois, comme l'estime Bouoiyour RefkSelmi J. (2020), le virus SARS apparu en Chine en 2003, ayant causé 774 décès, a été rapidement contenu et a entraîné une variation à la hausse des marchés financiers de 20% durant cette année. Pour cet auteur, les choses seraient différentes avec la Covid19, l'économie mondiale se montrant fragile si bien que cette pandémie devrait renforcer la récession mondiale et accroître l'incertitude sur les perspectives économiques mondiales.

Aussi, retenons que la pandémie de la Covid-19 a mis en évidence les failles des systèmes de santé dans le monde, le rôle central de l'Etat pour limiter les dégâts (récession, etc.) et l'importance de certaines professions souvent mal rémunérées et peu protégées.

Nous développons ces considérations dans les lignes qui suivent, en mettant en exergue la situation dans le monde, en Afrique et en RDC.

5.1. Effets socio-économiques de la Covid-19 dans le monde

Cette crise sanitaire de la Covid-19, au départ de la Chine, s'accompagne d'une crise économique à travers trois chocs importants qu'elle crée, à savoir : les baisses de la production et de la demande, la décélération de la croissance mondiale et le durcissement des conditions financières et leurs retombées⁽²⁾, et la chute significative des cours des produits de base, notamment le cours du pétrole qui a enregistré une baisse d'environ 50% depuis début 2020, soit le niveau le plus bas depuis 18 ans (FMI, 2020d).

La Chine est le plus grand importateur de matières premières, la deuxième économie mondiale (détenant environ 16% du PIB mondial) et le deuxième consommateur mondial de pétrole. En effet, de nos jours, contrairement à la situation d'il y a 17 ans, la Chine occupe une place de taille dans l'économie mondiale et dans les marchés mondiaux. Suivant les statistiques de la Banque mondiale, la part de la Chine dans le commerce mondial est passée de 5% en 2003 pour atteindre approximativement 14% en 2019. Aussi, la part de l'indice du marché émergent de MSCI de la Chine est passée de 8% en 2003 à presque 35% en 2019 (Bouoiyour R.J., 2020).

Durant les deux premiers mois de 2020, comparé à 2019, l'indice de production industrielle et les ventes de détail de la Chine ont baissé respectivement de 13,5% et 20,5%, soit des chutes non observées depuis environ 30 ans. Selon la Cenuced, dans son rapport sur le commerce et le développement publié le 04 mars 2020 (Unctad, 2020), les données récentes sur la Chine indiquent un déclin substantiel dans le rendement des activités chinoises. L'indice de production en Chine (PMI) a baissé d'environ 22 points en février 2020. Cet indice est fortement corrélé avec des exportations et un tel déclin implique une réduction des exportations

¹ Pour la crise migratoire de 2015, voir : <https://www.bruegel.org/2015/12/cross-border-commuters-and-trips-the-relevance-of-schengen/>.

² « L'économie mondiale est secouée par un choc négatif sans précédent provoqué par la Covid-19. La baisse drastique de la confiance des investisseurs internationaux que cette dernière a engendrée a fortement resserré les conditions des financements extérieurs pour les pays sur toute l'échelle des revenus. La pandémie perturbe les échanges commerciaux, les chaînes d'approvisionnement et les flux d'investissement » (source : https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/17/world-bankimf-spring-meetings-2020-development-committee-communique?cid=ECR_E_newsletterweekly_FR_EXT_SM2020&deliveryName=DM60633).

d'environ 2% sur une base annualisée. En d'autres termes, la baisse observée en février répartie l'année est équivalente à -2% de l'approvisionnement en biens intermédiaires (marchandises devant servir à la production d'autres produits finis). Les indicateurs sur l'embarquement renseignent également une réduction des exportations chinoises pour le mois de février 2020.

La Cenuced (Unctad, 2020) relève également que, à côté de ses effets néfastes sur la vie humaine (décès), le coronavirus (Covid-19) a le potentiel de contribuer de manière significative au ralentissement non seulement de l'économie chinoise, mais également de l'économie mondiale. Vu que la Chine est devenue le point central de fabrication et le centre d'opérations commerciales mondiales, on s'attend à ce que n'importe quelle rupture du rendement de la Chine ait des répercussions dans le monde suite à l'interconnexion des opérations entre les pays (le caractère régional et mondial des chaînes d'approvisionnement).

Ainsi, en déstabilisant l'économie chinoise, la pandémie de la Covid-19 devrait influencer négativement sur l'activité économique mondiale, et les pays africains devraient en ressentir fortement les effets du fait de l'extraversion de leurs économies (ils sont exportateurs des matières premières et bénéficiaires de flux financiers extérieurs en termes d'aides publiques au développement/APD ou d'investissements directs étrangers/IDE). En mars 2020, la pandémie avait atteint plus de 30 pays du continent africain, occasionnant un impact économique important selon la Commission économique africaine (CEA). Le 20 mars 2020 déjà, plusieurs pays africains ont annoncé la fermeture de leurs frontières terrestres, maritimes et aériennes. La propagation de la covid-19 est rapide, si bien qu'au 9 avril 2020, l'Afrique Subsaharienne comptait déjà 6.200 cas dans 43 pays de la région, avec en tête de pays les plus touchés : l'Afrique du Sud, le Cameroun et le Burkina Faso. La CEA notait déjà que les conséquences de la Covid-19 sur l'économie africaine appellent à des réponses fortes.

Cette pandémie entraîne des chocs sur la demande (baisse de la consommation suite aux mesures de distanciation et confinement de la population) et sur l'offre (perturbation de la chaîne de production à l'échelle internationale au départ de la Chine, cette dernière étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux), et entraîne des spéculations sur les marchés financiers.

Plusieurs analystes pensent que les effets de la Covid-19 sur la croissance mondiale pourront dépasser ceux de l'épidémie de SRAS parue en 2003. Le Dr Panos Kouvelis, directeur du Boeing Center à l'Université de Washington à St. Louis, évalue à 300 milliards de dollars le recul pour l'économie mondiale et attend deux ans de récession.

Avec la propagation de la Covid-19 et les mesures de riposte (quarantaine) prises, on assiste à l'annulation ou au report des conférences et événements mondiaux, des pénuries alimentaires suite aux achats de panique, des pénuries d'approvisionnement en certains produits pharmaceutiques et manufacturés suite aux perturbations des usines en Chine, en Italie et à Hong Kong ; l'impact financier sur l'industrie du voyage et du commerce pourrait se chiffrer en milliards d'euros. On enregistre aussi des retards d'expédition dans plusieurs industries, notamment celle de produits électroniques. L'industrie automobile européenne vit sa pire chute en 10 ans, les grands fabricants annonçant la fermeture de plusieurs usines ; Michelin arrête sa production de pneus en Espagne, en France et en Italie jusqu'au 22 mars 2020, et 14 de ses usines en France, employant 10.000 personnes, sont fermées. L'italo-américain Fiat Chrysler

(FCA) annonce la fermeture de six de ses usines de fabrication en Italie, une en Serbie et une en Pologne jusqu'au 27 mars 2020. De plus, PSA a également décidé de fermer toutes ses usines européennes, dont Mulhouse en France et le port britannique d'Ellesmere.

Le Fond Monétaire International (FMI, 2020a) note que, suite aux incertitudes liées à la durée et l'intensité du choc sanitaire de la Covid-19⁽¹⁾, les retombées macroéconomiques de cette dernière, ses perturbations sur les marchés financiers et sur les marchés de produits de base, restent aussi incertaines pouvant aller de mal en pire. D'ailleurs, en Chine, en février 2020, on note un phénomène jamais enregistré pour cette économie, soit les baisses des ventes dans les marchés des immobiliers et de l'automobile de 80% et 92%, respectivement (Bouoiyour RefkSelmi J., 2020).

Dans son rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI (FMI, 2020c) relève que la pandémie de la Covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux⁽²⁾ : il est enregistré une forte baisse des cours des actions, l'accroissement des écarts de taux sur les marchés du crédit (surtout les segments à risque), la baisse des cours du pétrole⁽³⁾, la baisse du rendement des obligations refuges avec la course vers les actifs de qualité, etc. On a assisté à une aggravation de la variation des prix des actifs qui a rapidement contribué à durcir les conditions financières. On a noté des tensions financières sur les principaux marchés de financement à court terme et une forte détérioration de la liquidité du marché. En effet, tous les principaux marchés boursiers du monde ont enregistré des tendances baissières (Wall Street, CAC 40, City, Indice Nikkei, Shanghai, Hong-Kong, Singapour, Taiwan, Australie, Corée, etc.), ce qui pourrait se traduire en une crise financière internationale⁽⁴⁾. A titre illustratif, le cours du pétrole (le baril) a enregistré son plus bas niveau (passant d'environ 60 USD à environ 30 USD). Le 24 février 2020, il est enregistré la chute de la bourse mondiale à la suite de la hausse significative du nombre de cas de Covid-19 hors de la Chine, laquelle baisse s'amplifie le 28 février 2020 jusqu'à atteindre son plus bas niveau hebdomadaire depuis la crise financière de 2008. On enregistre encore une chute significative de principaux indices mondiaux le 9 mars 2020. Les investisseurs étaient à la recherche des valeurs refuges ou des capitaux alternatifs, suite aux effets du coronavirus sur les marchés financiers, ce qui a contribué à accroître la valeur du « bitcoin » du 23 janvier au 9 février 2020, soit une expérience non enregistrée depuis plus de trois mois (Bouoiyour RefkSelmi J., 2020). Toutefois, les différentes mesures de riposte (monétaires, budgétaires) contribuent à restaurer la confiance des investisseurs et à réduire tant soit peu des pertes et volatilités sur les marchés financiers. On note aussi des injections de liquidité par les banques centrales (Bank of China, Federal Reserve Bank, etc.) qui ont contribué à atténuer les risques sur les marchés financiers.

¹ Voir l'efficacité des mesures de riposte, l'ampleur des perturbations d'approvisionnement, les effets du resserrement des conditions financières, la volatilité des cours des produits de base, les changements de comportement des agents économiques, etc.

² Vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation du covid-19 dans le monde.

³ Suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

⁴ Bouoiyour RefkSelmi J. (2020) note que les marchés financiers subissent les effets du coronavirus et l'impact de ce dernier sur la croissance globale dépendra en grande partie de la durée et de la diffusion de la pandémie aussi bien que des réponses en termes de politique.

Concernant les effets de la crise de la Covid-19 sur le système bancaire ou financier, la plupart de chercheurs s'accordent sur la possibilité d'une instabilité financière dans le temps⁽¹⁾, à l'absence des mesures de riposte adaptées et efficaces, qui passerait notamment par : la peur et l'incertitude (Albulescu C., 2020b et 2020c ; Mann C., 2020 ; Baker S. et al., 2020), l'absence d'une communication claire et honnête des autorités autour de la pandémie (Weder M., 2020 ; Cecchetti G., 2020), le manque de communication entre les instances de contrôle et les banques (Tobias A. et Aditya N., 2020), le manque de liquidité (Weder M., 2020 ; Beck T., 2020 ; Tobias A. et Aditya N., 2020), la non-assistance des firmes et ménages vulnérables (Boone L., 2020 ; Wren-Lewis S., 2020), les mesures de riposte inadaptées (Beck T., 2020), les problèmes de solvabilité tant pour les firmes ou ménages que pour les banques se traduisant par l'accroissement des prêts non performants (Beck T., 2020), les effets de contagion suite à l'interconnexion des banques (Cecchetti G., 2020), la mauvaise gestion du risque de crédit (Tobias A. et Aditya N., 2020), le manque de collaboration internationale des instances de réglementation nationales (Tobias A. et Aditya N., 2020 ; Beck T., 2020).

Suite aux effets de la propagation de la pandémie de la Covid-19 et des mesures de riposte prises par les différents gouvernements dans le monde (isolement, confinement, fermeture généralisée), les perspectives de croissance dans le monde en 2020 restent sombres. En effet, les services du FMI (FMI, 2020a) projettent une forte contraction ou récession mondiale de 3% en 2020 (une contraction plus prononcée que celle connue lors de la crise de 2008-09) et une croissance de 5,8% en 2021, sous réserve que l'activité économique reprenne avec le soutien des pouvoirs publics pour atténuer la pandémie au cours du deuxième semestre 2020⁽²⁾.

McKibbin W. et Fernando R. (2020) estiment des pertes moyennes de croissance mondiale de l'ordre de 6,7%, et 8,4% pour l'Europe et les USA, imputables aux effets de la Covid-19.

Selon Baker S. et al. (2020), analysant l'impact macroéconomique de la covid-19, 50% de la contraction future du PIB américain serait expliquée par les effets de cette pandémie, qui passent par les incertitudes créées par ladite pandémie, saisies à travers les trois indicateurs suivants : la volatilité du marché boursier, l'incertitude économique liée aux informations produites dans les journaux et l'incertitude subjective dans des enquêtes d'espérance d'affaires. Les résultats de simulation renseignent une baisse de croissance des USA d'environ 11% au dernier trimestre 2020, comparé à son niveau au dernier trimestre 2019.

Dans un registre plutôt positif, il y a lieu de noter que la propagation de la pandémie de la Covid19 et les mesures de confinement qu'elle impose entraînent une baisse de la pollution (de l'air ou atmosphérique, de l'eau, etc.), surtout en Chine, ce qui joue favorablement à la protection de l'environnement et des vies humaines.

¹ Le FMI (2020c) note que la pandémie de la covid-19 a impacté significativement les marchés financiers mondiaux vers mi-février 2020 déjà, avec les anticipations des acteurs du marché sur la propagation de la covid-19 dans le monde. Il est enregistré notamment une forte baisse des cours du pétrole suite à la baisse de la demande mondiale et l'absence d'un accord entre les pays de l'OPEP+ pour des baisses de la production.

² Le FMI note que la reprise reste incertaine et que, dans tous les cas, le niveau du PIB après ladite reprise restera en dessous de la tendance observée avant l'apparition du covid-19. Pour rappel, en 2019, la croissance mondiale était de 2,9%.

Encadré 2 : effets de la crise de la Covid-19 sur quelques pays

En France ⁽¹⁾

Suite à des problèmes de contrainte budgétaire, le système de santé français n'est pas en état de faire face à la crise du coronavirus. Aussi, en France, la plupart d'employeurs, qu'ils soient privés, publics ou associatifs, n'étaient pas prêts à la généralisation du télétravail.

Selon les estimations de l'Insee publiées le 26 mars 2020, un mois de confinement entrainerait une chute du PIB français de 3%, soit une récession européenne. En France, l'épidémie de coronavirus laisserait apparaître des conséquences dévastatrices pour l'activité avec un impact variable selon les secteurs. En effet, l'activité industrielle serait réduite de moitié (baisse de 89% dans la construction, baisse de 52% dans l'industrie hors agro-alimentaire qui pèse 12% du PIB, etc.) et la consommation des ménages aurait baissé de 35% (soit 90% pour la branche de la construction et 55% pour les secteurs de la restauration, l'hébergement et les transports). Le climat des affaires (mesurant la confiance des chefs d'entreprises dans les grands secteurs de l'économie française) se serait dégradé en France à un niveau plus bas que la perte enregistrée lors de la crise financière de 2008.

Dans le même ordre d'idée, selon l'étude du centre de recherche en économie de Sciences-Po (l'OFCE en sigle), publiée le 30 mars 2020, concernant l'impact sur l'activité et l'emploi de la crise sanitaire et des mesures de confinement qu'elle impose, il était noté que les mesures de confinement entraineraient pour la France : (i) une perte de plus de 30 points de son PIB mensuel (une perte de 2,6 % sur l'année), soit environ 60 milliards d'euros de pertes de richesses par mois de confinement ; (ii) une baisse de la consommation effective des ménages de 18% ; (iii) une chute des investissements (fermeture des frontières, manque de main d'œuvre pour raisons de maladies, etc.), les secteurs les plus touchés étant : la construction et le tourisme (perte d'environ 14 milliards d'euro par mois) ; et (iv) un accroissement du chômage partiel touchant 5,7 millions de personnes, soit 21% de l'emploi salarié, suite à la baisse de la demande et le ralentissement ou l'arrêt de l'activité.

En Europe (source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_de_crise_en_cas_de_pand%C3%A9mie)

La diminution des émissions industrielles et des transports fait chuter la teneur de l'air en dioxyde d'azote en Italie du Nord entre le 7 février et le 8 mars 2020 d'une manière équivalente à ce qui avait été observé en Chine. Et mi-mars 2020, le même phénomène d'amélioration de la qualité de l'air semble se répéter ailleurs en Europe. Le 26 mars 2020, l'Agence spatiale européenne confirme une baisse de la pollution de l'air, du 14 au 25 mars 2020 (pour le dioxyde d'azote notamment), en Europe, dont en Italie, en France et en Espagne, y compris dans des villes d'ordinaire très polluées comme Madrid, Paris ou Rome. La coïncidence entre chute de la pollution et débuts des confinements dans ces pays évoque une corrélation directe. En Italie, l'arrêt du tourisme a fait diminuer la pollution de l'eau provoquée par les bateaux à Venise, assainissant les canaux en y permettant un retour de la faune aquatique.

En Chine (source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_de_crise_en_cas_de_pand%C3%A9mie)

Le 19 février, le site web britannique Carbon Brief publie une analyse provisoire des effets de la pandémie de covid-19 sur les émissions de dioxyde de carbone chinoises. D'après cette étude, elles ont été réduites d'un quart pour la période observée par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par une production réduite de 15 à 40 % dans les principaux secteurs industriels utilisant des combustibles fossiles, du fait des mesures de confinement. Les mesures du niveau de dioxyde d'azote dans l'atmosphère chinoise, effectuées par l'Ozone Monitoring Instrument du satellite Aura, confirment cette diminution du recours aux énergies fossiles dans le pays avec, début 2020, des niveaux moyens 36 % plus bas que sur la même période en 2019.

¹ Voir : (i) https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_de_crise_en_cas_de_pand%C3%A9mie; (ii) <https://www.la-croix.com/Economie/France/Coronavirus-lInsee-estime-lactivite-economique-chute-35-2020-03-26-1201086288> (consulté le 03 avril 2020) ; (iii) <https://www.la-croix.com/Economie/France/Limpact-economique-Covid-19-trois-chiffres-2020-03-30-1201086985> (consulté le 03 avril 2020) ; et (iv) <https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir-choc/197001010100-00092339.html>.

Les mesures de confinement entraînent une forte diminution de la pollution atmosphérique, notamment pour le dioxyde d'azote (NO₂) émis par les véhicules et industries. Selon le Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur (CREA) finlandais, le SARS-CoV-2 pourrait avoir réduit les émissions chinoises de CO₂ d'au moins un quart entre le 3 et le 16 février 2020, une baisse équivalant à 6 % des émissions mondiale sur cette période. Le nord de l'Italie, particulièrement concerné par la pollution au NO₂, a vu celle-ci baisser spectaculairement en quelques jours, comme le révèlent les mesures du satellite Copernicus Sentinel-5P.

François Gemenne, expert en géopolitique de l'environnement et membre du GIEC, indique qu'en Chine cette baisse de pollution va épargner plus de vies humaines que le virus en aura coûtées.

Le confinement a aussi des effets sur le trafic aérien : arrêt de 50 à 90 % des liaisons au départ de la Chine continentale et de 60 à 70 % des vols internes, l'équivalent selon l'International Council on Clean Transportation, en 2018, de 17 % des émissions totales de CO₂ par passager ; les suspensions de vols en deux semaines ont diminué les émissions mondiales de CO₂ par passager de 54 %.

5.2. Effets socio-économiques de la Covid-19 en Afrique

Pour ce qui est des effets de la Covid-19 sur les économies africaines, le FMI (FMI, 2020d) note que la Covid-19, une crise sanitaire qui frappe presque tous les pays, freine le dynamisme de l'Afrique subsaharienne/ASS malgré les progrès réalisés par cette dernière les années précédentes, et rend sombre les perspectives de croissance pour cette région dans les années à venir. Les pays pauvres en ressources naturelles et dépendant du tourisme enregistreront une forte baisse de la croissance avec les fermetures de frontières ou restrictions des déplacements; et, les pays « émergents » et les pays « pré-émergents » vont enregistrer des sorties massives des capitaux et subir le resserrement des conditions financières, ce qui est de nature à amplifier les effets de la crise sanitaire. En moyenne, la dette des pays de l'ASS pourrait augmenter temporairement, passant de 58% du PIB en 2019 à 64% du PIB en 2020. En 2020, le déficit budgétaire des pays exportateurs du pétrole pourrait se creuser de 3% du PIB et celui des pays importateurs de ce produit pourrait être de 2,5% du PIB supérieur à celui de 2019 en moyenne. Pour ce qui est du déficit courant moyen des pays de l'ASS, il devrait se dégrader à 8,4 % du PIB en 2020 venant de 6,2 % du PIB en 2019, le recul le plus significatif devant être observé dans les pays exportateurs de pétrole et ceux qui dépendent du tourisme. Concernant le secteur bancaire, il est à relever que, en moyenne, la part de prêts improductifs dans les portefeuilles des banques des pays de l'ASS était élevée en 2019 (soit 11%) ; et, cette situation pourrait s'aggraver en 2020 avec la baisse des revenus qu'entraîne la pandémie, qui est de nature à rendre difficile le remboursement des prêts à l'échéance.

Tenant compte de cette crise sanitaire et ses effets, pour l'ASS, il est projeté une récession de 1,6% cette année, soit le pire résultat que la région n'ait jamais enregistré (FMI, 2020d). Ladite crise va détériorer les conditions socio-économiques des populations, de par sa nature et à travers les mesures prises pour freiner sa propagation (endiguement, distanciation sociale), et les économies moins diversifiées seront les plus touchées. Sous réserve de l'efficacité des mesures de riposte adoptées, le FMI projette une reprise en ASS en 2021, soit une croissance régionale autour de 4%. Concernant les principaux partenaires commerciaux de l'ASS, il est projeté en 2020 une contraction de l'activité économique de 7,5% en zone euro (elle a enregistré une croissance de 1,2% en 2019) et une décélération de la croissance Chinoise à 1,2% venant de 6,1% en 2019 (FMI, 2020d).

Certains économistes, notamment ceux de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2020), estiment que la pandémie de la Covid-19 entrainerait la première récession en Afrique Subsaharienne depuis 25 ans, soit un déclin de la croissance d'environ 5,2 points de pourcentage en 2020, avec un taux de croissance qui passerait de 2,4% en 2019 à une fourchette entre -2,1% et -5,1⁽¹⁾ en 2020, respectivement pour un scénario optimiste et un scénario le plus pessimiste de persistance ou continuation de la pandémie de la Covid-19 durant toute l'année 2020 jusqu'en 2021. Cette baisse serait consécutive aux risques macro-économiques qui découleraient de la contraction brutale de l'activité économique des principaux partenaires commerciaux de la région (la Chine et la zone euro), de la chute des prix des matières premières (une baisse de 50% et 11%, respectivement entre décembre 2019 et mars 2020), de la réduction de l'activité touristique dans plusieurs pays ainsi que des effets des mesures destinées à maîtriser la pandémie de la Covid-19.

Ces économistes estiment aussi que la pandémie de la Covid-19 devrait entrainer une forte perte de bien être pour les ménages dans la région de l'ordre de 7% à 10%, avec la baisse de l'emploi, la chute de prix des produits de base entrainant la détérioration des termes de l'échange, et la forte baisse estimée de la croissance économique de la région qui passerait en dessous du taux régional moyen de croissance démographique estimé à 2,7%. Cette perte de bien-être se verrait accentuer avec l'accroissement des prix (coûts de transactions) et les déficits d'approvisionnement à la suite des fermetures de frontières au commerce (ceci entrainerait des pertes de bien-être d'environ 14%), les ouvriers agricoles ou la main d'œuvre non qualifiée du secteur informel faisant partie de la franche la plus vulnérable.

Pour rappel, les trois plus grandes économies en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Angola et Nigéria) sont frappées par la Covid-19 dans un contexte de baisse des prix des matières premières, d'une faiblesse persistante de la croissance et des investissements. Il est projeté une baisse de 6,9 à 8 points de pourcentage de la croissance économique moyenne de ces trois pays. L'Afrique du sud, ayant le plus de cas de covid-19 confirmés dans la région (situation en juillet 2020), la mise en place des mesures de riposte pour atténuer les effets de la pandémie pèserait sur son économie.

La pandémie de la Covid-19, pour les pays exportateurs de pétrole et ceux exportateurs des métaux ou minerais, entrainerait une chute de croissance, respectivement de l'ordre de 7 et 8 points de pourcentage. Cette pandémie ralentirait la croissance économique (elle va rester positive) des pays qui ne disposent pas des ressources naturelles (surtout dans l'UEMOA et la CAE⁽²⁾), suite à la faiblesse de la demande extérieure et aux perturbations des chaînes de valeur et des productions nationales.

La pandémie de la covid-19 causerait une dépréciation des monnaies des pays de la région, accentuerait la hausse des prix de certaines denrées alimentaires (le riz, le blé, etc.) et conduirait

¹ Les simulations sur base du Modèle structurel macro-économique et budgétaire de la Banque mondiale (MFMOD) renseignent un taux de croissance de -2,1% en 2020, tandis que celles fournies par le modèle d'équilibre général calculable dynamique mondial de la Banque mondiale (ENVISAGE) conduisent à un taux de -2,5%. Il est à préciser que MFMOD est un modèle économétrique structurel dont la plupart des paramètres sont estimés en utilisant le système de correction d'erreurs de Wickens et Breusch (1988).

² Communauté de l'Afrique de l'Est/CAE ; Union Economique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest.

à l'insécurité alimentaire dans les pays importateurs de produits alimentaires, avec pour effet la baisse des revenus des ménages (détérioration de la situation des pauvres, réfugiés et déplacés internes) et la baisse de la demande intérieure. L'insécurité alimentaire dans la région (il est projeté une contraction de la production agricole de 2,6% à 7% et une baisse des importations alimentaires de 13% à 25%) devrait s'accroître avec les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires locales suite à un accès réduit aux intrants et aux services, des limitations des mouvements de main-d'œuvre, des blocages au niveau des transports et des routes, ainsi que des difficultés d'accès au crédit ou aux liquidités.

Cette pandémie de la Covid-19 devrait entraîner des déficits des comptes courants (détérioration des balances commerciales) et budgétaires suite à la baisse des exportations qui entraînerait la baisse des recettes publiques (surtout pour les pays exportateurs des matières premières ou dépendants du tourisme).

Rappelons aussi que, pour la Banque mondiale (2020), de manière générale, la faible demande extérieure, la chute brutale des prix des produits de base et le bouleversement du secteur touristique résultant de la Covid-19 auraient un effet négatif sur l'activité économique en Afrique subsaharienne. Les problèmes structurels auxquels fait face l'Afrique pourraient remettre en cause l'efficacité des mesures prises pour limiter la propagation de la Covid-19, notamment le confinement. Pour cette institution, parmi les canaux de transmission des effets de la Covid-19 sur l'activité économique en Afrique subsaharienne, il y a lieu de noter :

- ✓ La chute des cours des minerais, des métaux et du pétrole affecterait les pays exportateurs de produits de base de la région et ceux fortement intégrés dans des chaînes de valeur (Kenya, Ethiopie), à cause des perturbations des échanges et des chaînes de valeur que causerait la Covid-19 ;
- ✓ La fuite des capitaux et la baisse des flux de financements étrangers en termes d'investissements directs étrangers (surtout dans les industries extractives et les infrastructures), de transferts de fonds, d'aides étrangères et de recettes du tourisme.
- ✓ Les conséquences sanitaires autant pour le nombre croissant de personnes affectées que le décès.
- ✓ Les perturbations qu'entraînent les mesures de confinement prises par différents pays et la réponse des populations.

Dans la même veine, analysant les canaux par lesquels la pandémie de la Covid-19 affecte la région du Moyen-Orient et l'Afrique du nord (MENA), Arezki R. et Nguyen H. (2020) notent :

- ✓ Le canal des cours du pétrole du fait que ce produit est fortement demandé en Chine (le prix du pétrole brut a chuté, passant de 68,90 USD début janvier 2020 à 50 USD le 28 février 2020).
- ✓ La chaîne de valeur : avec la baisse de la production Chinoise, les pays dont le volume d'échanges avec la Chine est important seront sensiblement affectés, notamment les pays asiatiques dont la chaîne de valeur accusent une forte connexion avec la Chine. Les pays de la région MENA sont moins concernés par ce canal au regard de leur part limitée dans la chaîne de valeur globale, mais peuvent l'être indirectement à travers

les effets de la détérioration des chaînes de valeur (baisse de la production et demande Chinoises) sur les cours du pétrole.

- ✓ Le voyage et tourisme : le voyage des pays de la région MENA vers la Chine est réduit et les visites touristiques dans les pays de la MENA aussi, ce qui va affecter cette zone.

Parlant de l'Afrique du nord (MENA), selon ces auteurs, l'OMS considère que la majorité des pays de la région MENA ont des systèmes de santé de bonne qualité parmi les 191 systèmes de santé dans le monde, exceptées quelques pays comme en Syrie et au Yémen.

5.3. Effets socio-économique de la Covid-19 en RDC

Concernant les effets de la crise de la Covid-19 sur l'économie congolaise, notons que cette crise est de nature à détériorer davantage le tissu économique du pays, à l'absence des mesures de riposte à même de garantir une reprise économique et une croissance durable dans la période post-covid-19. En effet, l'avons-nous dit précédemment, la RDC possède une industrie peu développée et tire l'essentiel de sa richesse de l'exploitation des minerais⁽¹⁾ qui constitue la principale activité du pays, laquelle fait fonctionner plusieurs autres secteurs et procure les réserves de change indispensables pour garantir l'équilibre du marché des changes. Rappelons aussi que, entre fin décembre 2019 et mars 2020, avec le ralentissement de l'économie chinoise, le cours du cuivre et celui du cobalt ⁽²⁾ ont chuté respectivement de 15,21% et 3,20%⁽³⁾. La baisse des cours des matières premières influe négativement sur l'économie congolaise au regard de son caractère extraverti et vulnérable.

La crise de la Covid-19 n'a pas épargné la RDC. Cette dernière, affichant 7.122 cas confirmés de covid-19 en date du mercredi 01 juillet 2020⁽⁴⁾, enregistre au mois d'avril 2020⁽⁵⁾ des tensions sur le marché des biens et services (*une inflation en glissement annuel de 6,415% à la quatrième semaine du mois d'avril 2020*) et sur le marché des changes (*au mois d'avril 2020, les taux de change se situent à 1725,49 CDF et 1850,83 CDF, soit une accélération de la dépréciation de cdf de 3,04% et 6,76%, en glissement annuel, respectivement sur l'interbancaire et au parallèle*), des déficits publics importants (*un déficit de 200,4 milliards de CDF au 30 avril 2020 et un déficit de 620,3 milliards de CDF en cumul annuel sur les quatre premiers mois de l'année 2020*), une hausse mensuelle de la base monétaire de 278,5 milliards de CDF (une injection mensuelle de liquidité de 5,5 milliards de CDF) et une baisse de 31%

¹ Principalement le cuivre, le cobalt.

² Ces produits de base, avec l'or et le pétrole, représentent 97% des exportations du pays en 2018 (BCC, 2018).

³ <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cobalt-cathode-9980pc,wmpcb,cob,cob,opid.html> (consulté le 18/06/2020), et sur : <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cuivre,wmpcb,mcu,mcu,opid.html> (consulté le 18/06/2020).

⁴ Selon le comité multisectoriel de la riposte contre la Covid-19, cfr. <https://www.stopcoronavirusrdc.info/> (site d'information officiel du Ministère de la Santé de la RDC, consulté le 01 juillet 2020).

⁵ Lire le rapport du comité de politique monétaire du 30 avril 2020, disponible en ligne sur www.bcc.cd; voir aussi sur : <https://deskeco.com/2020/05/01/rdc-voici-les-trois-mesures-preconisees-pour-stabiliser-le-franc-congolais-sur-le-marche>. Précisons aussi que le rachat, par la BCC, des appuis budgétaires obtenus par l'Etat auprès du FMI, au titre de la Facilité de Crédit rapide, maintient les réserves de change pour couverture d'importations à 3 semaines (soit 978,35 millions de USD, avec un accroissement de 287,06 millions de USD) au 27 avril 2020. Aussi, le déficit de 620,3 milliards de CDF, en cumul annuel, sur les quatre premiers mois de l'année 2020 enregistré est plus important que celui enregistré par le trésor public durant toute l'année 2019 (soit 564,8 milliards de CDF).

des importations et de 27% des exportations depuis le début de cette année. Ces tensions sur le marché des biens et services et celui des changes entraînent la baisse du pouvoir d'achat et l'aggravation de la pauvreté, etc.

Comme pour tout choc exogène auquel l'économie congolaise ferait face, notamment la crise financière de 2008 ou la chute du cours des matières premières enregistrée en 2016, les canaux de transmission des effets du choc de la Covid-19 sur l'économie congolaise ne sont pas difficiles à retracer. En effet, en déstabilisant la Chine et le monde, la pandémie de la Covid-19 devrait entraîner en RDC : (i) la détérioration de la balance des paiements, par la baisse du commerce ou volumes de transactions du pays avec l'extérieur (baisse des flux financiers, du volume d'aides et d'investissements directs étrangers), entraînant à son tour la chute des réserves de change, l'accentuation de la dépréciation et de l'inflation ; (ii) la baisse des exportations du pays (choc négatif sur le secteur minier), avec la baisse de la demande mondiale des minerais (la demande chinoise surtout) et des cours des matières premières, qui devrait réduire les recettes publiques et accentuer les déficits publics dans un contexte d'accroissement des dépenses de l'Etat, tout ceci devant se traduire par l'accélération de l'inflation alimentant l'incertitude, l'instabilité du cadre macroéconomique, la détérioration du bien être des ménages (baisse des revenus), la contraction de l'activité économique et l'accroissement du chômage.

Pour ce qui est des perspectives économiques en RDC, il y a eu des réajustements des prévisions en fonction de la Covid-19 dont les résultats laissent présager une dégradation prononcée du cadre macroéconomique. Notons que, pour ce pays, il est projeté⁽¹⁾ en 2020 une récession de 2,2% selon le FMI (2020d) et 1,9% selon la BCC (fourni par le comité permanent de cadrage macroéconomique/CPCM), une inflation de 11% selon le FMI et 9,875% selon la BCC (contre une cible d'inflation à moyen terme de 7%), un taux de change fin période à 1829 cdf le dollar US (dépréciation de 9,38%) selon le CPCM et 1990,08 (dépréciation de 18,96%) selon le FMI⁽²⁾, et selon le FMI (2020d) : un déficit du compte courant de 5,4% du PIB, un déficit budgétaire de 1,2% du PIB, une pression fiscale de 9,8% du PIB (contre 7,8% du PIB selon le CPCM), une dette globale de 15,7% du PIB, la masse monétaire au sens large de 15% du PIB, et des réserves de change en termes de mois d'importation des biens et services de 0,9 (soit 3,6 semaines d'importation contre une projection de 2,77 semaines d'importations selon le CPCM)⁽³⁾.

¹ Lire le communiqué de Presse du Comité de politique monétaire, du 30 avril 2020 (www.bcc.cd) et le rapport du FMI sur les perspectives régionales de l'Afrique subsaharienne (FMI, 2020d).

² Le taux de change usd-cdf pourrait atteindre 2.269 à fin 2020 (Matata P., 2020).

³ Ces projections sont sujets à réajustement avec les appuis financiers dont a bénéficié le pays des partenaires multilatéraux, notamment le FMI.

Encadré 3 : simulation des effets de la crise de la Covid-19 sur l'économie congolaise

Certains chercheurs se sont livrés à un exercice de simulation et projection des effets du covid-19 sur l'économie congolaise et ont abouti à des résultats chiffrés sous forme des scénarios optimistes et pessimistes. Il s'agit notamment de l'analyse de Matata Ponyo M. (2020) dont les résultats de simulation se résument comme suit :

Tenant compte de quelques caractéristiques structurelles⁽¹⁾ de l'économie congolaise durant les 5 dernières années, les effets chiffrés du covid-19 sur l'économie congolaise sont :

Effets sur la croissance économique

- * Le ralentissement de l'activité chinoise devrait baisser l'activité minière en RDC de 20,6% et, par la baisse de l'activité dans d'autres segments dépendants de l'activité minière, conduire à la baisse de la croissance économique pour le situer à 0,1% en 2020 (le niveau le plus bas depuis 2002), venant de 4,5% en 2019 contre une prévision de 5,4% pour 2020.
- * La baisse de la croissance économique en dessous du taux de croissance démographique (estimé à 3,5%) devrait accentuer la pauvreté de la population.

Effets sur les finances publiques

- * La pandémie du covid-19, avec la détérioration de la balance des paiements qu'elle entrainerait, réduirait les recettes minières de 20,6%⁽²⁾, elle réduirait les activités dans certains secteurs à la suite des mesures de confinement (hôtellerie, cafétéria, télécommunication, banques, assurance, etc.) et elle réduirait les recettes publiques de 0,7% en 2020. Tous ces facteurs pris ensemble devraient entrainer des baisses de recettes de l'Etat de 6,08% (avec la baisse de l'activité minière) et de 0,14% (avec la fermeture des bars, restaurants et terrasses), et l'on devrait assister à un accroissement du déficit public de 97,5%, toutes choses restant égales par ailleurs.
- * La pandémie du covid-19 entrainerait à la hausse les dépenses incompressibles (ratio salaires/PIB), passant d'une prévision initiale de 54% à 65% en fin décembre 2020 (la moyenne de l'Afrique subsaharienne étant à 35%), ce qui limiterait l'action du gouvernement (baisse des dépenses d'investissement, etc.).

Effets sur les prix

Par ses effets négatifs sur les finances publiques, la balance des paiements et l'activité économique, la pandémie du covid-19 entrainerait une inflation de 64,4% et porterait le taux de change à 2.269 cdf le dollars US, à fin 2020.

¹ Coefficients de proportionnalité et élasticités entre variables-clé : part du secteur minier dans le PIB ou la croissance (0,5), part du commerce dans le PIB (0,6), part de la production minière achetée par la Chine (35), impact d'une variation des cours mondiaux sur le secteur minier ou élasticité-prix (-20,6), part du secteur minier dans les recettes publiques (33).

² Avec la baisse des cours du cuivre, du cobalt et du pétrole, tenant aussi compte de la décision d'arrêt de la production de la société MUMI et ralentissement des activités de la société TFM.

6. Mesures de riposte contre la Covid-19 adoptées dans le monde

Le choc sanitaire de la Covid-19 a créé un choc économique, tant du côté de l'offre que du côté de la demande, à travers les mesures de riposte adoptées pour limiter sa propagation (confinement, fermeture des frontières, etc.), qui nécessiterait le recours au « keynésianisme » (l'intervention de l'Etat plutôt que le simple mécanisme automatique du marché) pour s'en sortir. Du fait de l'absence d'un remède efficace contre la pandémie de la Covid-19 jusqu'à ces jours (malgré les vertus qu'on reconnaît à la chloroquine en France et l'artémisia à Madagascar), cette pandémie risquerait de détruire davantage le tissu économique des pays sous-développés comme la RDC (autant pour les économies émergentes qu'avancées), à l'absence des financements extérieurs et de la mise en place des politiques économiques d'envergure, accompagnées d'une bonne gouvernance. Dans les lignes qui suivent, nous présentons quelques mesures de riposte contre la Covid-19 adoptées dans différents pays dans le monde et, particulièrement, en RDC.

Pour lutter contre la crise de la Covid-19 et ses effets, plusieurs mesures ont été adoptées (des propositions avancées) par certains pays, notamment ⁽¹⁾ :

- L'adoption des mesures d'envergure sur le plan budgétaire, de nature à aider les ménages et les entreprises touchés (Allemagne, Australie, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). Aussi, bien de pays émergents et en développement fournissent une importante aide budgétaire aux secteurs et aux travailleurs les plus touchés. Il s'agit entre autres des assistances sociales (aides en espèces et en nature, subventions salariales pour éviter les licenciements de masse, gratuité de certains services de base, etc.) aux travailleurs formels et informels et des subventions (soutien de trésorerie) aux entreprises saines formelles ou informelles, et assurer la prestation des services publics.
- Des soutiens budgétaires à l'attention de pays qui rencontrent des sérieux problèmes de financement dans la lutte contre la pandémie et font ainsi face à un double choc (financier et sanitaire).
- Les banques centrales recourent aux mesures de relance par voie monétaire et mettent en place des mécanismes de liquidité de manière à limiter les tensions systémiques ou l'amplification des chocs et créer des meilleures conditions d'une reprise économique. Aussi, les autorités de régulation et contrôle invitent les banques commerciales à évaluer de manière transparente et permanente le risque de crédit, et les encouragent à restructurer (allongement des maturités, annulation de pénalités de retard, etc.) les prêts accordés aux ménages et entreprises en difficulté. Il y a lieu de préciser ici que, en Afrique, avec une inflation en dessous de 10 % en général, la plupart de banques centrales ont tendance à réduire les taux d'intérêt pour soutenir leurs économies. Le flux entrant de capitaux étant faible, certains pays pourraient être contraints à financer leur déficit du compte courant en puisant dans leurs réserves, ce qui pourrait entraîner des dépréciations de la monnaie et entretenir des pressions inflationnistes. A l'idée de baisser le taux d'intérêt par les banques centrales pour soutenir l'activité économique

¹ Lire : FMI (2020a).

durant cette période de crise de la Covid-19, certains auteurs ne souscrivent pas. C'est le cas de Cochrane John H. (2020) qui estime que la Fed n'aurait pas dû baisser son taux directeur du moment où les magasins sont fermés, c'est une petite solution à un problème fondamental.

- La communication régulière et transparente de la part des autorités monétaires et de régulation.
- L'usage de l'aide ciblée par le recours aux nouvelles technologies numériques, pour les pays émergents et ceux en développement dont l'économie informelle prédomine.
- La mise en place des restructurations pour des pays fortement endettés.
- Le confinement, distanciation sociale ou restrictions sur les déplacements des personnes et des biens impliquant la fermeture des frontières (annulation des vols, contrôle de personnes arrivant aux aéroports, etc.). Ici, Voth J. (2020) pense qu'on peut restreindre ou empêcher la libre circulation des personnes, du fait qu'elle contribue plus à la globalisation et moins à la production ; par contre, la libre circulation des marchandises et des capitaux est capitale pour la production et elle propage moins la pandémie.
- Etc.

Toutes ces mesures, si elles réussissaient à maintenir les économies sous perfusion pendant cette période de crise économique ou les sortir tête haute de la crise, ne sont pas de nature à relancer les économies après la Covid-19, leur efficacité reste relative. En effet, la crise économique, qui résulte de la Covid-19, porte aux nues les problèmes structurels auxquels sont confrontées les économies, surtout celles sous-développées d'Afrique, nécessitant de repenser le modèle économique après Covid-19, en mettant en avant plan les transformations structurelles. Ibanda K.P. (2020) note que, pour les pays pauvres ou ceux à système de santé faible, la riposte ou gestion de la pandémie va nécessiter des moyens financiers pour contrôler les voyageurs aux frontières, traiter les cas infectés et limiter la propagation de la maladie dans le pays. Pour s'en sortir, ces pays (en développement) auront besoin des concours financiers du FMI et de la Banque Mondiale qui ont décidé de les aider avec des enveloppes respectives de USD 10 milliards et USD 12 milliards. Dans le même ordre d'idées, le FMI (2020d) soutient que la prise de mesures décisives pour limiter les pertes (humaines, économiques) et protéger les sociétés les plus vulnérables sont envisageables pour sortir de la crise. Du fait que la majorité de pays n'ont pas assez d'espace budgétaire pour absorber le choc ou assurer la riposte contre la pandémie, le soutien financier de la communauté internationale, sous formes de dons ou de prêts concessionnels, paraît plus qu'urgent. En effet, par manque de financement extérieur adapté, des problèmes de liquidités temporaires peuvent amener l'insolvabilité et aggraver les effets de la crise sanitaire. Aussi, du fait que l'espace budgétaire soit restreint pour les pays de l'Afrique Subsaharienne, la politique monétaire devra aider à limiter les effets du choc de la Covid-19 à travers la réduction des coûts d'emprunt et la fourniture des liquidités nécessaires aux ménages et aux entreprises pour éviter ou atténuer les tensions dans le système financier.

Pour ce qui est des mesures de riposte pour limiter les effets de la crise de la Covid-19 sur le secteur financier ou bancaire, Ibanda K.P. (2020) signale que les principales banques centrales du monde et les pays développés ont pris des mesures tendant à limiter les effets socio-économiques néfastes du coronavirus. En effet : (i) en février 2020, la Banque populaire de

Chine a débloqué des crédits monétaires pour USD 23 milliards, (ii) La Banque centrale du Japon a mis à la disposition de l'économie plus de 20 milliards de dollars, (iii) aux USA, en début mars 2020, le sénat américain a voté, une ligne des crédits budgétaires de USD 8 milliards. De son côté, la Banque Centrale Européenne aurait mis 750 milliards d'euros sur la table pour faire face à la récession, notamment pour inciter les entreprises à recourir au chômage partiel plutôt qu'à licencier (une stratégie qui a fait ses preuves en Allemagne lors de la crise de 2008). Parmi d'autres mesures à envisager pour soulager les effets de la crise créée par la Covid-19, notons : les reports de cotisations sociales et fiscales, la mise en place des fonds de solidarité⁽¹⁾.

Certaines organisations sous-régionales africaines aussi ont pris une série de mesures de riposte contre la Covid-19, notamment la COBAC, la SADC et la BCEAO.

En effet, la COBAC, soit le régulateur du secteur bancaire ou la commission bancaire en Afrique centrale, a attiré l'attention des banques de la région sur les risques liés à la pandémie de la Covid-19 qu'elles encourent du fait du confinement de la population devant entraîner un ralentissement de l'économie, de la mobilisation des moyens financiers par les Etats pour lutter contre la propagation de la Covid-19 et ses effets, de la baisse des activités dans les principaux secteurs (notamment le pétrole constituant la principale source de revenus dans la région), etc. Ainsi, la COBAC estime que la crise sanitaire de la Covid-19, dont la durée n'est pas connue, entrainerait la dégradation de la qualité des portefeuilles de crédits et celle de la rentabilité des banques de la région, et recommande aux établissements de crédit (la microfinance surtout) de : (i) effectuer la revue de leur portefeuille de crédit et les évaluations de risques conformément aux dispositions réglementaires en vigueur à leurs procédures et aux bonnes pratiques pour évaluer l'impact de la Covid-19 sur leur situation financière, et (ii) renégocier les conditions d'octroi de prêts (échéance, taux d'intérêt, commissions) et discuter des moratoires ou des périodes de grâce⁽²⁾.

Dans le cadre des stratégies de lutte contre la Covid-19 et ses effets, le Conseil des ministres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a appelé les États membres de la SADC à créer des centres nationaux d'opérations d'urgence pour faciliter la coordination de la logistique et du stockage en cas de catastrophe au niveau national et à créer des fonds fiduciaires nationaux d'urgence pour faciliter la mobilisation des ressources financières pour les interventions nationales en cas de catastrophe⁽³⁾.

Pour limiter les effets négatifs de la propagation du Covid-19 sur système bancaire et le financement de l'activité économique en Afrique de l'Ouest, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris certaines mesures, qui s'appliquent sur les huit états membres de la zone, notamment : l'accroissement de ressources mises à la disposition des banques pour permettre à celles-ci de maintenir et d'accroître le financement de l'économie ; l'élargissement des mécanismes de refinancement des banques auprès de la banque centrale (cotation par la BCEAO de 1.700 entreprises privées dont les effets n'étaient pas acceptés

¹ Source : [https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir choc/197001010100-00092339.html](https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir-choc/197001010100-00092339.html).

² Tiré sur : <https://www.financialafrik.com/2020/03/31/covid-19-les-prescriptions-de-la-cobac-aux-banques-2/>.

³ Tiré sur : <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2020/0408/c96852-9677056.html>.

auparavant dans son portefeuille) pour accroître le financement de l'économie ; la sensibilisation des banques à l'utilisation des ressources disponibles sur le guichet spécial de refinancement des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises (PME/PMI) pour promouvoir ce secteur qui serait le plus vulnérable en cette période de crise ; la mise en place d'un cadre adapté, en collaboration avec le système bancaire, pour l'accompagnement des entreprises qui ont des encours de crédit et accuseraient des difficultés de remboursement parce qu'affectées par les effets de la pandémie ; l'encouragement de l'usage des moyens digitaux et la réduction des coûts des transactions liées à l'usage de ces moyens, en collaboration avec les entreprises d'émission de monnaie électronique, pour limiter les contacts et les déplacements ; la fourniture aux banques des billets de banque de qualité et en grande quantité pour l'approvisionnement des guichets automatiques de banques (GAB) et leur usage en cette période de pandémie pour la continuité de services ; et le réaménagement du calendrier d'émission des titres publics sur le marché financier régional⁽¹⁾.

Particulièrement en RDC, plusieurs mesures aussi ont été prises pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 et limiter ses effets, notamment :

- La politique monétaire : les mesures suivantes ont été prises par l'autorité monétaire pour atténuer l'impact de la pandémie sur l'activité économique et garantir la continuité des services financiers⁽²⁾ :
 - ✓ La baisse du taux directeur en vue de baisser le coût du crédit.
 - ✓ La baisse du coefficient de réserve obligatoire sur les dépôts à vue en monnaie nationale en vue de libérer la liquidité au profit des banques.
 - ✓ L'élargissement des maturités (de 3 à 24 mois) pour les opérations de refinancement ; aussi, l'ouverture d'un guichet de facilité de financement (avec un faible taux effectif global autour de 7,5%), avec une première tranche de 50 millions de USD, à la faveur des opérateurs économiques (via les banques commerciales) pour assurer les grands centres urbains en produits de première nécessité⁽³⁾.
 - ✓ Le relèvement des limites ou plafonds de paiement journalier et la suppression de certains frais de transaction dans les opérations de monnaie électronique.
 - ✓ L'obligation faite aux banques de privilégier le crédit aux secteurs alimentaire et pharmaceutique.
 - ✓ L'obligation faite aux banques de rapatrier une partie de leurs avoirs en devises non productifs détenus auprès des correspondants étrangers pour faire face aux besoins de la clientèle.

¹ Tiré sur : <https://www.financialafrik.com/2020/03/21/covid-19-les-8-mesures-cles-de-la-bceao-pour-soutenir-leconomie-de-luemoa/>.

² Lire le communiqué de presse de la Banque Centrale du Congo/BCC du 24 mars 2020, disponible en ligne : www.bcc.cd; les propos du Gouverneur de la BCC lors de la conférence de presse du vendredi 3 avril 2020, à l'issue de la réunion du comité de politique monétaire (en ligne : <https://deskeco.com/2020/05/04/rdc-les-50-millions-usd-de-la-bcc-en-faveur-des-operateurs-economiques-pour-garantir>) ; et aussi, les instructions n°44 et n°43 du 24 mars 2020, aux établissements de crédit et institutions de micro-finance, respectivement, relative à la suspension de l'application de certaines dispositions réglementaires suite à la pandémie du coronavirus covid-19, et relative à la promotion de la monnaie électronique et à l'assouplissement des opérations dans le système ATS pour limiter les effets néfastes de la pandémie du covid-19 sur le secteur financier.

³ L'idée étant d'éviter la pénurie des denrées alimentaires de première nécessité, d'éviter la spéculation, la hausse des prix et le rationnement de ces produits sur le marché.

- ✓ Les injections des devises contre monnaie nationale (adjudications des devises) pour lutter contre la dépréciation de la monnaie nationale.
 - ✓ Le report d'une année, soit au 01 janvier 2022, de l'exigence réglementaire du capital minimum des banques à l'équivalent en CDF d'USD 50 millions.
 - ✓ Le gel des règles de classification des prêts et la suspension des pénalités de retard sur les créances en souffrance pendant la période de crise.
 - ✓ L'invitation aux banques à la restructuration prudente des prêts en souffrance des secteurs directement affectés par la crise.
 - ✓ L'approvisionnement des banques en billets de banque de bonne quantité et en grande quantité.
 - ✓ La promotion des moyens de paiement électronique (suppression des frais sur les transactions en monnaie électronique, etc.), l'utilisation de la monnaie électronique et scripturale, pour réduire le risque de contamination lié à la manipulation du cash.
 - ✓ Le report jusqu'à nouvel ordre des réunions annuelles des Assemblées Générales et Conseil d'Administration des établissements de crédit et institutions de micro-finance, pour l'exercice 2019.
- La politique budgétaire : l'allègement de la charge fiscale (suppression de la TVA) et gratuité de certains services de base à Kinshasa (suspension des paiements des factures d'électricité et d'eau) pendant un trimestre, la prise en charge des malades atteints de la Covid-19, etc.
 - Autres mesures : le confinement de la ville province de Kinshasa (foyer de la pandémie) par rapport aux autres provinces du pays, le confinement partiel de certains quartiers de Kinshasa, l'obligation du port des masques à toute la population kinoise, la suspension des vols internationaux.

Encore une fois, toutes ces mesures, qui paraissent adaptées pour la circonstance, devraient s'accompagner des réformes structurelles pour espérer une vraie relance économique après Covid-19.

Encadré 4 : Mesures de riposte contre la Covid-19 adoptées par quelques pays dans le monde

*** Italie**

Ce pays, qui est le plus touché par la covid19 après les USA en termes du nombre de cas et enregistre le plus de décès suite à la Covid19 dans le monde (des centaines de morts en mars 2020), avait décidé de mettre en quarantaine 15 millions d'habitants au Nord de son territoire en date du 7 mars 2020 (Ibanda Kabaka P. (2020)).

*** France**

Ce pays, quand il était encore au niveau 2 (l'épidémie n'est pas nationale ou ne circule pas d'une région à l'autre, elle réside dans certaines zones identifiées dont l'Oise, le Haut-Rhin avec la ville de Mulhouse comme épice de la pandémie, etc.), a procédé par de communications quotidiennes et recommandations du ministère de la santé (sur le lavage fréquent des mains avec des solutions hydro-alcooliques, l'utilisation des mouchoirs jetables, le non serrage des mains, le fait de tousser contre son coude, l'arrêt des bises ou de tous contacts humains voir les rassemblements de plus de 1000 personnes), la réquisition par le gouvernement français des masques (en mars 2020), etc.

* Chine

Pour limiter la propagation de la maladie à coronavirus ou la Covid-19 en Chine, le gouvernement chinois avait décidé, en janvier 2020, de mettre en quarantaine la ville de Wuhan qui compte une population qu'on estime à 14 millions d'habitants. A cela s'ajoute la construction urgente, soit en 10 jours, d'un grand hôpital moderne par le génie militaire chinois, et l'interdiction en février 2020, par le gouvernement chinois, de la vente et la consommation des animaux sauvages. En fait, il est considéré que la Covid-19 aurait incubé dans une chauve-souris morte qui aurait été bouffée par un pangolin qui transmet à son tour l'infection à l'homme, après que ce dernier l'ait bouffé non cuit ou mal préparé (p. Ibanda K.P., 2020, p. 4 ; voir aussi : <https://www.santemagazine.fr/sante/maladies/maladies-infectieuses/maladies-virales/tout-savoir-sur-les-infections-respiratoires-a-coronavirus-431783> [Consulté le 8 mars 2020]).

* Soutien financier en RDC (source : <https://www.enjeuxafricains.com/exclusif-covid-19-le-fmi-va-octroyer-une-aide-de-363-millions-de-dollars-a-la-rdc/>, consulté le 20/04/2020 à 16h20).

La RDC pourrait bénéficier d'un appui budgétaire de la part du FMI de l'ordre de 363 millions de dollars us d'ici le 20 avril 2020, et la banque mondiale pourrait assister le pays avec 200 millions us d'ici mai 2020, pour permettre au pays de faire face à la pandémie du covid-19. D'autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, notamment l'Union européenne/UE et la Banque africaine de développement/BAD, pourraient aussi assister financièrement le pays dans un futur proche.

Aussi, il tient de signaler que la RDC a bénéficié d'une restructuration de sa dette ou un moratoire sur le service de la dette (intérêt et capital) de la part du FMI, cette dernière ayant suspendu les remboursements prévus pour une durée de 24 mois. Cela représente pour le pays des économies autour de 20 millions de dollars par an, ce qui devrait reconforter l'espace budgétaire de la RDC et limiter ses éventuelles tensions de trésorerie. Signalons aussi que la RDC est éligible à un moratoire sur la dette que les pays du G20 ont décidé (vers mi-avril) d'accorder à une quarantaine de pays africains, ce qui devra améliorer la trésorerie du pays.

* source :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Pand%C3%A9mie_de_maladie_%C3%A0_coronavirus_de_2019-2020

En cette période de pandémie, la haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, avait sollicité la suspension ou assouplissement des sanctions internationales frappant l'Iran, le Venezuela, le Cuba et la Corée du Nord, pour leur permettre d'obtenir les fournitures et équipements médicaux essentiels pour faire face à l'épidémie.

7. Leçons tirées, perspectives et recommandations⁽¹⁾

Au sujet de leçons tirées de la petite expérience que la crise de la covid-19 lègue au monde jusqu'ici, tout en gardant à l'esprit les enseignements de la grippe espagnole qui a sévi partout dans le monde entre 1918 et 1920 ⁽²⁾, il y a lieu de noter ce qui suit⁽³⁾ :

- Les banques font partie des principaux vecteurs de transmission des effets de la crise sanitaire au secteur réel, avec la perte de prêt (NPL) comme seule source de fragilité. En effet, avec la baisse de la demande, certaines firmes peuvent se trouver dans l'incapacité d'honorer leurs engagements et auront besoin de liquidité ou de crédit, et certains travailleurs pourraient perdre leur emploi. Cela pourra entraîner la récession. Les mesures ou politiques économiques devraient aller dans le sens d'éviter les faillites des firmes et soutenir les ménages vulnérables pendant cette période de crise.
- Les effets de la Covid-19 sur le système financier dépendront à la fois de la manière dont le virus va se propager dans le monde et ses effets sur le secteur réel, la nature de réponse à la crise en termes de politiques monétaire et budgétaire, et les actions des autorités de régulation pour éviter d'éventuelles fragilités du système financier. Les intermédiaires financiers et les régulateurs devront dorénavant prendre en compte le choc sanitaire dans la gestion des risques et d'éventuels stress tests. La fourniture de liquidité au système financier et l'octroi de crédit ciblé aux petites entreprises et ménages vulnérables sont indiqués pour limiter les effets de la pandémie sur le système financier. Si le choc sanitaire reste transitoire ou dure très peu (choc temporaire de demande ou d'offre), les banques peuvent soutenir l'économie en soutenant les firmes par de crédit. Par contre, si la crise persiste dans le temps entraînant la récession par exemple, ce qui va poser des problèmes de solvabilité pour certaines firmes et ménages et exercer une pression sur le bilan des banques, l'on peut assister à un accroissement des prêts non performants ou improductifs (NPL) et des faillites des banques. Si la crise persiste, les NPL pourraient augmenter, surtout pour les banques dont une part importante de portefeuille de crédit concerne les secteurs les plus touchés. Il sied de préciser aussi que les banques centrales ou autorités de régulation qui se sont récemment livrées à des exercices de simulation de crise avec leurs banques⁽⁴⁾ devront subir des effets limités du choc sanitaire sur leur système financier.
- Le manque de liquidité et le manque de confiance du public envers le système financier est un facteur de vulnérabilité qui peut entraîner une crise financière. Le rôle de prêteur de dernière instance de la Banque Centrale sera indispensable pour affronter une telle crise de la Covid-19. Les effets de la pandémie sur le système financier ne se feront pas ressentir toute suite, mais les réponses au cas où cela arrivait doivent être préparées déjà.

¹ Lire : FMI (2020a, 2020b, 2020c, 2020d) ; Banque Mondiale (2020).

² Voir sur : <https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir-choc/197001010100-00092339.html>.

³ Voir : Weder di Mauro B. (2020) ; Boone L. et al. (2020) ; McKibbin W. et Fernando R. (2020) ; Beck Thorsten (2020) ; Cecchetti G.S. et Schoenholtz L.K. (2020) ; Mann Catherine L. (2020) ; Wren-Lewis Simon (2020).

⁴ C'est le cas de l'autorité monétaire de Hong Kong qui a procédé à un exercice de simulation de crise en octobre 2019, incluant un scénario de choc sanitaire du coronavirus dans le risque opérationnel.

Ainsi, l'existence ou la mise en place de cadre de résolution des banques s'avère plus que nécessaire. Aussi, le stress test régulier des banques entretient la confiance du public sur le système financier.

- La réponse des autorités et les comportements des agents économiques vont jouer sur la confiance et l'incertitude, et donc sur l'évolution de la pandémie et de ses effets économiques et financiers. L'incertitude est de nature à amplifier les effets économiques d'une crise. Dans le cas d'espèce, l'incertitude qui planait avant l'apparition de la Covid-19, entretenue par l'incertitude des politiques commerciales dans le monde, couplée à l'incertitude dans la réaction des autorités et les comportements des agents économiques face à la Covid-19, justifie la forte volatilité des marchés financiers avec l'apparition de la Covid-19 et sa propagation.
- Au regard de ses effets multisectoriels, le choc sanitaire de la Covid-19 nécessite de mobiliser les politiques monétaire (pour soutenir la demande), budgétaire (pour soutenir la production et les ménages vulnérables. Exemple : l'exemption ou réduction des charges fiscales dans certains secteurs touchés sont indiquées en cette période de crise) et de santé. En cas de crise extrême, la politique budgétaire est le meilleur outil de riposte contre les effets de la Covid-19.
- La communication claire et crédible ou honnête des autorités autour de la pandémie, de même les stratégies mises en place, contribue à maîtriser celle-ci (le cas de Singapour est illustratif) et à garantir la stabilité financière. En effet, la faillite d'une banque peut créer la panique et entraîner la faillite d'autres banques par la ruée des retraits massifs des dépôts. En cette période de la Covid-19, pour éviter la faillite des banques, une communication régulière et transparente de la part des autorités monétaire et de régulation est nécessaire.
- La coordination des politiques économiques (surtout pour l'Union Européenne et la zone euro) et la coopération internationale (politiques de santé publique et de développement) ou le soutien des pays les uns les autres est indispensable en ce moment de crise pour s'en sortir.
- La propagation de la pandémie de la Covid-19 a des effets tant sur l'économie globale que sur le marché financier, comme ce fut le cas avec plusieurs crises de ce genre, notamment le corona virus SARS paru en 2003.
- Le choc sanitaire crée des besoins de financement pour les pays en développement et nécessite un soutien de la part des pays avancés et d'autres bailleurs des fonds.

Par ailleurs – en termes de perspectives et recommandations – pour limiter les effets de la Covid-19 dans le monde, il tient pour chaque Etat d'envisager des assistances sociales (aides en espèces et en nature, subventions salariales pour éviter les licenciements de masse, gratuité de certains services de base, etc.) aux travailleurs formels et informels et des subventions (soutien de trésorerie) aux entreprises saines formelles ou informelles, et assurer la prestation des services publics.

Les bailleurs des fonds (FMI, Banque mondiale, etc.) devraient venir à l'aide des économies vulnérables et accéder à la demande d'allègement de la dette des économies africaines qui font face aux problèmes de viabilité de leurs dettes pour limiter les dégâts de la Covid-19 qui se pointent à l'horizon pour ces économies. Cette crise sanitaire et ses effets révèlent la nécessité de mettre en place un fond mondial destiné à faire face aux chocs négatifs mondiaux de ce genre (Covid-19) – qui serait alimenté par une sorte de taxe mondiale à prélever sur tous les Etats du monde – malgré la présence de l'OMS à qui l'on a d'ailleurs reproché d'avoir minimisé la pandémie et avoir mis du temps pour apporter son soutien financier aux pays les plus touchés par ladite pandémie.

Pour préserver la confiance dans le système bancaire durant cette période de crise de la Covid-19, comme le soutiennent Tobias A. et Aditya N. (2020), les instances de contrôle bancaire doivent observer les prescriptions suivantes :

- ✓ Le maintien de règles : éviter la mise en œuvre des nouvelles initiatives, les banques se devant de bien gérer les opérations en cours.
- ✓ L'utilisation des réserves des fonds propres et de liquidité pour la poursuite des activités des banques ⁽¹⁾.
- ✓ L'encouragement de la restructuration des prêts (rééchelonnement de portefeuilles de prêts pour les secteurs et emprunteurs les plus touchés, allègement des normes de dépréciation, révision des taux d'intérêts ou commissions, etc.) et la bonne gestion du risque de crédit.
- ✓ La non dissimulation des pertes et la promotion de la transparence dans le chef de tous (banques, actionnaires, investisseurs, etc.) pour éviter les effets de surprise comme ce fut le cas avec la crise financière mondiale de 2008.
- ✓ La clarification ou l'orientation des instances de contrôle sur le traitement réglementaire des différentes mesures de soutien prises (celles visant les garanties de crédit, les reports de paiement, les mesures budgétaires, etc.).
- ✓ Le renforcement de la communication entre les instances de contrôle et les banques, notamment sur les positions de liquidité et les positions créditrices⁽²⁾.
- ✓ La collaboration internationale des instances de réglementation nationales contribuerait à la préservation de la crédibilité et la solidité du système financier mondial. Ici, les auteurs saluent les efforts des organismes internationaux, notamment le Conseil de stabilité financière et le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, qui travaillent à cette fin nuit et jour.

Dans le souci de préserver la stabilité financière dans le monde face aux effets de la pandémie de la Covid-19, le FMI (2020c) note ce qui suit et propose les mesures de riposte suivantes :

¹ Ici, les auteurs notent « Les banques ont constitué des réserves d'un niveau bien supérieur à celui des normes minimales de Bâle afin de gérer les tensions sur les liquidités et les pertes de recettes dues à des défauts de remboursement de prêts ».

² A ce sujet, les auteurs estiment que « compte tenu des perturbations opérationnelles actuelles, il peut être judicieux de suspendre d'autres obligations d'information moins déterminantes pour l'évaluation de la santé financière ».

- ✓ *Les Banques Centrales* : assouplissement de la politique monétaire, acquisition des divers actifs et fourniture de la liquidité (relèvement du montant ou élargissement de l'échéance des opérations de refinancement, élargissement de l'éventail des garanties acceptées, allègement des exigences de réserves, etc.) au système financier pour faire face aux contraintes financières et soutenir le crédit à l'économie. Dans les pays avancés, où les taux directeurs demeurent à des niveaux bas (voire négatifs) pour stimuler la consommation, le recours à des mesures non conventionnelles, comme principaux outils de politique monétaire, paraît indispensable.
- ✓ *Les autorités de régulation et contrôle* : l'utilisation (activation), par les banques, des volants ou coussins de conservation de fonds propres et de liquidités disponibles pour absorber d'éventuelles pertes et résister aux pressions sur le financement. Au cas où les fonds propres seraient entamés et que la crise persistait dans le temps, l'exigence aux banques de plans de redressement crédibles est indispensable. Pour les ménages et entreprises solvables, mais en difficulté de rembourser leurs prêts, l'usage des restructurations des prêts par les banques devrait être encouragé par les autorités de régulation.
- ✓ *Les autorités publiques* : si la crise persiste, les garanties de crédit aux banques et les appuis budgétaires (allègements fiscaux, subventions directes, etc.), en faveur des agents économiques (ménages, entreprises) en difficulté de rembourser leurs prêts ou de financer leurs activités, s'avèrent nécessaires.
- ✓ Face à la volatilité des taux de change, les pays émergents et ceux en développement en sont souvent victimes, les interventions sur les marchés de change en usant les réserves de change peuvent aider à réduire ladite volatilité ou les probables simplifications financières des asymétries des devises⁽¹⁾. A cela s'ajoutent aussi l'adoption des mesures de gestion des flux de capitaux et la mise en place des ajustements macroéconomiques.
- ✓ Face aux contraintes de financement extérieur à long terme, la mise en place des plans d'urgence est indispensable pour les gestionnaires de la dette souveraine.
- ✓ Le soutien financier, sous forme d'aides bilatérales ou multilatérales dans le cadre de la coopération multilatérale, des pays⁽²⁾ faisant face au double choc sanitaire et financier (contraintes de financement extérieur) est nécessaire pour les permettre de lutter contre la pandémie (dépenses de santé, etc.).
- ✓ La restructuration de la dette des pays fortement endettés est indispensable en cette période de crise sanitaire.

Par ailleurs, notons que les gouvernements d'Afrique subsaharienne n'ont pas assez de marge pour conduire des politiques budgétaires efficaces de lutte contre la Covid-19, au regard de la détérioration de leurs situations budgétaires (la baisse des recettes pose des contraintes budgétaires) et de la vulnérabilité accrue de la dette publique. Ainsi, durant cette crise de la Covid-19, l'appui de la communauté internationale (organisations multilatérales et créateurs bilatéraux : FMI, Banque mondiale) s'avère nécessaire pour l'Afrique, pour la mise en place

¹ L'amortissement des chocs externes peut passer par la flexibilité des taux de change, pour ce qui est de pays qui ont adopté des régimes de change flottants.

² Soit les pays dépendants des exportations des matières premières subissant la chute des prix de ces produits, ceux dépendant de financements extérieurs, etc.

des politiques efficaces qui garantissent la stabilité macroéconomique. Toutefois, comme l'estime le FMI (2020b), le soutien de la communauté internationale aux pays qui font face aux problèmes de financement dans leur lutte contre la Covid-19 est indispensable pour les aider à s'en sortir ; mais aussi, ces pays devraient redéfinir leurs priorités pour ce qui est des dépenses, tout en privilégiant les dépenses de santé et en préservant les dispositifs de protection sociale et les services publics indispensables (communication, énergie, transports). La restructuration (allègement temporaire) de la dette de cette région devrait également contribuer à l'efficacité des efforts fournis⁽¹⁾.

En Afrique, il faudra aussi privilégier la politique budgétaire dans la riposte ou la lutte contre la pandémie du fait de l'efficacité réduite (canaux de transmission monétaire faibles ou non opérationnels) des politiques monétaires et des marchés financiers sous-développés. Il tient aussi de renforcer la résilience des économies africaines par la mise en place des politiques structurelles (mesures et stratégies) de manière à renforcer le capital humain (surtout dans le secteur de la santé), à promouvoir la recherche et le développement, et à promouvoir ou maintenir à un niveau satisfaisant l'investissement dans les services publics (électricité, eau, etc.). En outre, il est important de favoriser les chaînes de valeur intra-africaines dans le cadre de l'Accord de libre-échange continental africain pour la substitution des importations. Aussi, il tient de limiter les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire intra-africain pour éviter toute crise alimentaire qui pourrait frapper la région, en privilégiant notamment les technologies numériques. Une fois que la pandémie aura disparu et que l'activité aura repris, la relance budgétaire sera nécessaire pour assurer la reprise économique.

Particulièrement pour l'économie de la RDC, le moment est venu où le pays va avoir besoin des réformes structurelles qui aideront à la création d'emplois et à l'établissement des bases d'une croissance soutenue qui ne soit pas vulnérable aux chocs extérieurs. Les problèmes auxquels le pays fait face (inflation, dépréciation, pauvreté, chômage, malnutrition, etc.) et pour lesquels les politiques conjoncturelles (monétaire et budgétaire) ne constituent pas un remède efficace depuis l'accession du pays à son indépendance en 1960, sont d'ordre structurel et nécessitent l'adoption des mesures ou politiques structurelles (la politique agricole, politique industrielle, politique de l'emploi, politique fiscale, politique commerciale, politique territoriale, etc.). Il est temps de réfléchir à un sérieux programme de développement durable et autoentretenu en RDC. L'Etat congolais doit faire de la santé et l'éducation une priorité en commençant par y allouer une part importante du budget national, pour éviter que des chocs exogènes ne détériorent davantage les conditions de vie des populations qui sont en majorité pauvres. Ensuite, pour renforcer la compétitivité et la résilience de l'économie congolaise face aux chocs exogènes, l'Etat congolais devrait mettre en place un « sérieux » programme de diversification économique, avec comme point de départ le secteur agricole. En effet, la RDC possède une terre arable pour l'agriculture, soit 80.000.000 hectares des terres naturellement

¹ Notons que, dans l'idée de réduire les effets de la Covid-19 sur les populations pauvres d'Afrique, la banque mondiale et le FMI ont appelé à un gel de la dette. En effet, en 2018, le service de la dette extérieure supporté par l'Afrique subsaharienne (soit USD 35,8 milliards) représentait 2,1 % de son PIB, et son besoin de financement dans le cadre des mesures de relance pourrait avoisiner les 100 milliards d'USD selon les experts de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2020). Ces derniers estiment que, dans ce contexte, un moratoire sur la dette pourrait immédiatement injecter des liquidités et agrandir l'espace budgétaire des gouvernements africains.

fertiles ; et, actuellement, les cultures vivrières et pérennes n'en occupent que 1 % seulement. Aussi, ce pays possède une riche, immense et dense forêt équatoriale et tropicale vierge. La forêt occupe 60 % de la superficie du territoire national. Elle est ainsi la deuxième réserve forestière du Monde après l'Amazonie⁽¹⁾. Malheureusement, le secteur agricole congolais est à la merci de quelques opérateurs œuvrant dans l'informel. L'Etat devra investir dans l'agriculture par la création des vraies sociétés agro-industrielles et le financement des activités dans ce secteur qui a le potentiel d'absorber une bonne partie de la main d'œuvre et ainsi réduire le chômage. Mais cela nécessitera de l'électricité en permanence et des infrastructures routières de bonne qualité. Il s'agit d'un grand chantier qui pose un sérieux problème de financement, au regard des litiges de l'Etat congolais sur la dette intérieure et de sa gestion des finances publiques qui ne plaide pas toujours pour son éligibilité à lever des fonds sur les marchés financiers internationaux, ni à bénéficier de la confiance de la part des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Pour s'en sortir, l'Etat congolais devra optimiser les ressources internes (accroître les recettes fiscales) en s'imposant une discipline budgétaire de manière permanente (ajuster le budget de l'Etat au rythme de la conjoncture) pour garantir la stabilité du cadre macroéconomique et en luttant sérieusement contre la corruption qui fait perdre au pays d'énormes ressources. Aussi, l'Etat devra constituer un fonds souverain qui devra être alimenté par des ressources supplémentaires que le pays tirerait du bon comportement des cours des matières premières. Les ressources ainsi dégagées, tant pour tout déficit, devront être affectées aux investissements productifs (l'agriculture, la santé, l'éducation). Les fruits de la croissance devraient être répartis de façon équitable entre les secteurs et les classes sociales pour espérer à une croissance inclusive et un développement durable et autoentretenu. En privilégiant les investissements nationaux, dans le secteur agricole et dans d'autres secteurs porteurs et créateurs d'emploi, l'Etat congolais réussira avec le temps à se positionner comme un acteur de taille dans la scène internationale, offrant ses excédents de production, ce qui va reconforter sa monnaie (la souveraineté de l'Etat même) et accroître ses recettes sur fond d'une résilience économique. Il est à relever que les enjeux mondiaux ne seront plus forcément les mêmes après Covid-19. En effet, à la fin de la pandémie, la plupart de pays dans le monde vont se préoccuper de la reprise ou la relance économique et vont prendre des mesures conséquentes, lesquelles mesures, pour les pays avancés, vont certainement restreindre les aides financières en faveur des pays sous-développés comme la RDC et pourraient se traduire même sous forme

¹ La RDC dispose d'innombrables ressources naturelles dont les plus connues sont : le cuivre, le cobalt, le diamants, l'or, l'argent, le radium, le germanium, le colombo-tantalite (Coltan), le rauwolfia, le pyrochlore, le fer, le manganèse, l'uranium, le béryl, le cassitérite (étain), le Zinc, le tungstène, le titane, les pierres semi-précieuses, le charbon, les sables et schistes bitumeux, le bois, le pétrole, le gaz méthane dans le Lac Kivu, sans oublier une terre arable pour l'agriculture, soit 80.000.000 ha des terres naturellement fertiles (actuellement, les cultures vivrières et pérennes n'en occupent que 1 % seulement). Le fleuve Congo arrose le pays avec ses affluents et rivières. Ce fleuve est le deuxième au monde par son débit de 40.000.000 litres par seconde à l'Océan Atlantique, après l'Amazonie au Brésil, et en longueur après le fleuve Nil. Une végétation abondante se situe principalement dans la partie Ouest-centre et Nord dans la cuvette centrale. La République Démocratique du Congo est donc appelée le poumon de l'Humanité. Elle est productrice du bois de qualité. Le potentiel hydroélectrique du pays est énorme, de l'ordre de 100.000 MW, dont 44.000 au seul site d'Inga ; la République Démocratique du Congo représente 39 % du potentiel hydroélectrique africain et 4,45 % du potentiel hydroélectrique mondial. Seul 6 % de la population dans les grandes villes ont accès à l'électricité. Sur le plan agricole et forestier, le Congo possède une riche, immense et dense forêt équatoriale et tropicale vierge. La forêt occupe 60 % de la superficie du territoire national. Elle est ainsi la deuxième réserve forestière du Monde après l'Amazonie. Le pays dispose de 4.000 Km de voies ferrées, 153.497 Km de routes dont plus de 2.794 Km asphaltés, 15.000 Km de cours d'eau navigables et plus ou moins 26 Aéroports avec surface d'atterrissage aménagés en dur. Les régions du pays sont encore plus ou moins enclavées les unes avec les autres, ainsi celles frontalières aux pays limitrophes sont plus reliées à ceux-ci qu'avec le reste du pays.

de protectionnisme dans certains pays. Dans un tel contexte, les pays seront appelés à recourir à la production nationale pour satisfaire la demande locale. Au regard des mesures « conjoncturelles » prises actuellement en RDC – dont l’efficacité est relativement limitée par la gravité des problèmes structurels qui gangrènent le pays depuis les années soixante – le pays court le risque de s’enfoncer dans un cycle de récession-dépression, à l’absence d’une adoption des mesures structurelles ou à défaut d’engager des réformes structurelles qui s’imposent (nous venons d’en proposer quelques-unes). Par ailleurs, pour contenir la crise économique actuelle de la Covid-19 et limiter ses effets entretemps, rappelons qu’il est indispensable pour le pays de :

- Lutter contre la corruption et instaurer la bonne gouvernance dans la gestion de la chose publique ;
- Rationnaliser les dépenses et maîtriser les déficits budgétaires (imposer la discipline budgétaire, ajuster le budget de l’Etat au rythme de la conjoncture) pour garantir la stabilité du cadre macroéconomique ;
- Mettre en place, de manière permanente, un fond de stabilisation et un fond de solidarité pour une riposte efficace en cas de crise ;
- Prioriser les dépenses de santé dans l’exécution du budget ;
- Poursuivre avec des aides sociales, allégement des factures et exonérations fiscales pour des franchises de la population les plus touchées, et accorder des subventions aux entreprises saines pour soutenir l’activité économique ;
- Recourir à des soutiens financiers des bailleurs des fonds (FMI, Banque mondiale).

Références bibliographiques

Articles

Albulescu Claudiu (2020a), « Coronavirus and financial volatility : 40 days of fasting and fear », disponible en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02501814>.

_____ (2020b), « Do Covid-19 and crude oil prices drive the US economic policy uncertainty ? », disponible en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02509450>.

_____ (2020c), « Coronavirus and oil price crash », disponible en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02507184v2>.

Arezki R. et Nguyen H. (2020), « Novel coronavirus hurts the Middle East and North Africa through many channels », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 53-459.

Baker S. et al. (2020), « Covid-induced Economic Uncertainty », NBER Working Paper Series, Working Paper 26983 (<http://www.nber.org/papers/w26983>), Avril, 17 p.

- Baldwin R. et Tomiura E. (2020), « Thinking ahead about the trade impact of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 59-73.
- Beck Thorsten (2020), « Finance in the times of coronavirus », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 73-77.
- Bentzen Sinding J. (2020), « In crisis, We Pray : Religiosity and the COVID-19 Pandemic », University of Copenhagen-CEPR.
- Boone L. et al. (2020), « Tackling the fallout from COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 37-45.
- Bouoiyour RefkSelmi J. (2020), « Coronavirus Spreads and Bitcoin's 2020 Rally : IsThereaLink? », disponible en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02493309>.
- Cecchetti G.S. et Schoenholtz L.K. (2020), « Contagion : Bank runs and COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 77-81.
- Cochrane John H. (2020), « Coronavirus monetary policy », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 105-109.
- Congo Challenge (2019), Bulletin économique quadrimestriel, n°2, décembre.
- Friedman M. et Schwartz A.J. (1963), « *A Monetary History of the United States, 1867–1960* », Princeton University Press for NBER.
- Ibanda Kabaka P. (2020), « La gestion internationale de l'épidémie du coronavirus COVID 19 en 2020. Analyse des conséquences socio-économiques et juridiques d'une atteinte à la santé publique mondiale, disponible en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02502421>.
- Kibala Kuma J. (2020), « Prévision de la propagation de la pandémie Covid-19 dans le monde », en ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02525455>.
- Mann Catherine L. (2020), « Real and financial lenses to assess the economic consequences of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 81-87.
- Matata Ponyo M. (2020), « Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République du Congo », Congo Challenge, publication du 20 mars.
- McKibbin W. et Fernando R. (2020), « The economic impact of COVID-19 », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 45-53.

- Meninno R. and Wolff G. (2020), « As coronavirus spreads, can the EU afford to close its borders ? », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 87-93.
- Schartz Anna, (1987), « Money in Historical Perspective », Volume publisher in University of Chicago.
- Tobias A. et Aditya N. (2020), « Préserver la sûreté du système bancaire pendant la crise de la COVID-19 », article publié le 31 mars 2020 sur le blog du FMI en ligne :<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/03/31/blog033220-maintaining-banking-system-safety-amid-the-covid-19-crisis>.
- Voth Joachim (2020), « Trade and travel in the time of epidemics », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 93-97.
- Weder di Mauro B. (2020), « Macroeconomics of the flu », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 1-31.
- Wren-Lewis Simon (2020), « The economic effects of a pandemic », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 109-113.
- Wyplosz Charles (2020), « The good thing about coronavirus », CEPR Press book edited by Baldwin R. and Weder di Mauro B. (Economics in the Time of COVID-19), ISBN: 978-1-912179-28-2, pp. 113-115.

Documents officiels

- Banque Centrale du Congo (2020), « Rapport sur la politique monétaire en 2019 », N°19, Février.
- _____ (2019), Rapport annuel 2018.
- Banque Mondiale (2020), « Evaluation de l'impact économique du covid-19 et des réponses politiques en Afrique Subsaharienne », Rapport du bureau de l'économiste en chef de la région Afrique, Africa's Pulse, volume 21, Avril.
- Fonds Monétaire International (2019), « Faire face à l'incertitude », in Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, Octobre.
- _____ (2020), « Mise à jour des perspectives économiques mondiales », Janvier.
- _____ (2020a), « Chapitre 1 - The great lockdown », World Economic Outlook, Avril.
- _____ (2020b), « Chapter 1 : Policies to support People During the COVID-19 Pandemic », Fiscal monitor, Avril.
- _____ (2020c), « Chapter 1 : Global Financial Stability Overview : Markets in the Time of COVID-19 », Global Financial Stability Report, Avril.

(2020d), « COVID-19 : une menace sans précédent pour le développement », Perspectives économiques régionales–Afrique Subsaharienne, Avril.

Organisation Internationale du Travail/OIT, « *Le rapport Emploi et questions sociales dans le monde – tendances 2020* ».

République Démocratique du Congo (2020), « Impacts sanitaires et socio-économiques de la Covid-19 en République Démocratique du Congo », Primature, Mai, Kinshasa.

United Nations Conference on Trade and Development/UNCTAD (2020), « Global trade impact of the coronavirus (COVID-19) epidemic », Trade and Development report update, 4 mars.

Sites internet consultés

- <https://www.la-croix.com/Economie/France/Coronavirus-Inssee-estime-lactivite-economique-chute-35-2020-03-26-1201086288> (consulté le 03 avril 2020)
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2020/01/08/january-2020-global-economic-prospects-slow-growth-policy-challenges>
- <https://fr.weforum.org/agenda/2020/03/coronavirus-la-croissance-mondiale-en-2020-sera-inferieure-a-celle-de-2019-dit-le-fmi-895443152d/>
- <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/01/20/weo-update-january2020>
- <https://www.la-croix.com/Economie/France/Limpact-economique-Covid-19-trois-chiffres-2020-03-30-1201086985> (consulté le 03 avril 2020)
- <https://www.financialafrik.com/tag/commission-economique-pour-lafrique/>
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Maladie_%C3%A0_coronavirus_2019
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Pand%C3%A9mie_de_maladie_%C3%A0_coronavirus_de_2019-2020
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_de_crise_en_cas_de_pand%C3%A9mie
- www.coindesk.com/price
- <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>
- <http://apps.who.int/>
- <https://www.santemagazine.fr/sante/maladies/maladies-infectieuses/maladies-virales/tout-savoir-sur-les-infections-respiratoires-a-coronavirus-431783> [Consulté le 8 mars 2020].
- <http://www.leparisien.fr/societe/coronavirus-cinq-questions-sur-l-urgence-sanitaire-internationale-declaree-par-l-oms-31-01-2020-8249421.php> .[Consulté le 8 mars 2020].
- <https://www.lemonde.fr/>
- <https://www.alternatives-economiques.fr/publication/coronavirus-tenir-choc/197001010100-00092339.html>
- www.worldbank.org/africaspulse
- <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>
- <https://www.bankofengland.co.uk/markets/market-notices/2020/term-funding-scheme-market-noticemar-2020>
- https://www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2020/html/ecb.pr200312_1~39db50b717.en.html.

- www.IMF.org/COVID19policytracker
- <https://www.federalreserve.gov/newsevents/pressreleases/bcreg20200401a.htm>
- <https://www.enjeuxafricains.com/exclusif-covid-19-le-fmi-va-octroyer-une-aide-de-363-millions-de-dollars-a-la-rdc/>
- <https://www.eeassoc.org/index.php?site=JEEA&page=298&trsz=299>
- www.cepr.org
- <https://www.ft.com/content/a26fbf7e-48f8-11ea-aeb3-955839e06441>
- <https://www.enjeuxafricains.com/exclusif-covid-19-le-fmi-va-octroyer-une-aide-de-363-millions-de-dollars-a-la-rdc/>
- https://ec.europa.eu/regional_policy/en/policy/evaluations/ec/eusf2002_2017
- <https://www.worldometers.info/coronavirus/>
- https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/17/world-bankimf-spring-meetings-2020-development-committee-communique?cid=ECR_E_newsletterweekly_FR_EXT_SM2020&deliveryName=DM60633
- <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/03/31/blog033220-maintaining-banking-system-safety-amid-the-covid-19-crisis>
- <https://www.financialafrik.com/2020/03/31/covid-19-les-prescriptions-de-la-cobac-aux-banques-2/>
- <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2020/0408/c96852-9677056.html>
- <https://www.financialafrik.com/2020/03/21/covid-19-les-8-mesures-cles-de-la-bceo-pour-soutenir-leconomie-de-luemoa/>
- <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cobalt-cathode-9980pc,wmpcb,cob,cob,opid.html> (consulté le 18/06/2020).
- <https://investir.lesechos.fr/cours/historique-matiere-premiere-cuivre,wmpcb,mcu,mcu,opid.html> (consulté le 18/06/2020).
- Nathanael Mavinga (2020), en ligne sur : <https://www.financialafrik.com/2020/05/09/covid-19-loms-craint-la-mort-de-190-000-personnes-en-afrique/> (consulté le 17/06/2020).
- <https://www.financialafrik.com/tag/commission-economique-pour-lafrique/>.
- <https://www.stopcoronavirusrdc.info/> (consulté le 01/07/2020).
- Marine Benoit, « En 1919, comment le monde s'est-il sorti de la pandémie de grippe espagnole ? », https://www.sciencesetavenir.fr/sante/en-1919-comment-le-monde-s'est-il-sorti-de-la-pandemie-de-grippe-espagnole_143396 (posté le 13/04/2020 à 16h00, et consulté le 03/07/2020 à 04h22).
- Zylberman Patrick, « Comme en 1918 ! La grippe « espagnole » et nous ». En ligne : <https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/abs/2006/08/medsci2006228-9p767/medsci2006228-9p767.html> (consulté le 03/07/2020 à 04h39).
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Grippe_espagnole (consulté le 03/07/2020 à 04h44).

ANNEXE

Comparaison des pandémies modernes majeures de grippe, Covid-19, et grippe saisonnières^{47,48,49} (v · d · m)

Nom	Années	Population (milliards)	Identification	Reproduction (R ₀) ⁵⁰	Infections (est.)	Décès	Létalité	Sévérité pandémique
Grippe russe ⁵¹	1889-1890	1,53	H3N8 ou H2N2 ?	2,10 (EI : 1,9-2,4) ⁵¹	20-60 % ⁵¹ (300-900 millions)	1 million	0,10-0,28 % ⁵¹	2
Grippe espagnole ⁵²	1918-1920	1,80	H1N1	1,80 (EI : 1,47-2,27) ⁵⁰	33 % (500 millions) ⁵³	20 ^{54,55} -100 ^{56,57} millions	2-3 % ⁵⁴	5
Grippe asiatique	1957-1958	2,90	H2N2	1,65 (EI : 1,53-1,70) ⁵⁰	8-33 % (0,25 - 1 milliard)	1-4 millions ⁵⁴	<0,2 % ⁵⁴	2
Grippe de Hong Kong	1968-1969	3,53	H3N2	1,80 (EI : 1,56-1,85) ⁵⁰	7-28 % (0,25-1 milliard)	1-4 millions ⁵⁴	<0,2 % ⁵⁴	2
Grippe russe	1977-1978	4,28	H1N1	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Inconnu
Grippe ^{58,59}	2009-2010	6,85	H1N1/09	1,46 (EI : 1,30-1,70) ⁵⁰	11-21 % (0,7-1,4 milliard) ⁶⁰	151 700-575 400 ⁶¹	0,03 % ⁶²	1
Grippe saisonnière ¹¹	Annuelle	7,75	A/H3N2, A/H1N1, B...	1,28 (EI : 1,19-1,37) ⁵⁰	5-15 % (340 millions - 1 milliard) ⁶³ 3-11 % ou 5-20 % ^{64,65} (240 millions-1,6 milliard)	290 000-650 000/an ⁶⁶	<0,1 % ⁶⁷	1
Grippe ^{68,69,12}	2019-2020	7,75	A(H1N1)pdm09, B/Victoria, A(H3N2)	Inconnu	11 % ¹² (800 millions ; É.-U. : 34-49 millions ¹²)	0,45-1,2 million (É.-U. : 20-52 000 ¹²)	Inconnu	1
Pandémie de Covid-19 ⁷⁰	2019-2020	7,75	SARS-CoV-2	2,2 (95 % CI : 1,4-3,9) ^{71,72} 2,68 (95 % CI : 2,47-2,86) ⁷³ 3,2 (95 % CI : 3,1-3,3) ⁷⁴	10 268 000 + ⁷⁵	506 000 + ⁷⁵	Inconnu ⁷⁶ (premières estimations entre 0,25 et 0,8 %) ^{74,77,78,13}	Inconnu

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Grippe_espagnole (consulté le 03/07/2020 à 04h44).

Annex Table 1.1.5. Sub-Saharan African Economies: Real GDP, Consumer Prices, Current Account Balance, and Unemployment (Annual percent change, unless noted otherwise)

	Real GDP			Consumer Prices ¹			Current Account Balance ²			Unemployment ³		
	2019	Projections 2020	2021	2019	Projections 2020	2021	2019	Projections 2020	2021	2019	Projections 2020	2021
Sub-Saharan Africa	3.1	-1.6	4.1	8.4	9.3	7.6	-4.0	-4.7	-4.2	...	...	...
Oil Exporters⁴	1.7	-2.9	2.5	11.7	13.3	12.9	-2.5	-4.1	-2.9	...	...	...
Nigeria	2.2	-3.4	2.4	11.4	13.4	12.4	-3.8	-3.3	-2.5	...	...	...
Angola	-1.5	-1.4	2.6	17.1	20.7	22.3	2.9	-6.7	-3.0	...	...	...
Gabon	3.4	-1.2	3.6	2.0	3.0	3.0	-0.8	-8.4	-6.1	...	...	...
Republic of Congo	-0.9	-2.3	3.4	2.2	2.1	2.6	8.4	-1.2	-2.8	...	...	...
Chad	3.0	-0.2	6.1	-1.0	2.2	2.9	-4.9	-12.9	-10.1	...	...	...
Middle-Income Countries⁵	2.3	-3.0	4.9	4.1	3.8	4.1	-3.2	-2.1	-2.6	...	...	...
South Africa	0.2	-5.8	4.0	4.1	2.4	3.2	-3.0	0.2	-1.3	28.7	35.3	34.1
Ghana	6.1	1.5	5.9	7.2	9.7	8.5	-2.7	-4.5	-3.0	...	...	...
Côte d'Ivoire	6.9	2.7	8.7	0.8	1.2	1.4	-2.7	-3.3	-2.5	...	...	...
Cameroon	3.7	-1.2	4.1	2.5	2.8	2.3	-3.7	-5.7	-4.8	...	...	...
Zambia	1.5	-3.5	2.3	9.8	13.4	12.1	1.0	-2.0	-2.6	...	...	...
Senegal	5.3	3.0	5.5	1.0	2.0	1.9	-9.1	-11.3	-11.4	...	...	...
Low-Income Countries⁶	5.6	1.6	4.9	9.7	11.2	5.8	-6.7	-8.0	-7.5	...	...	...
Ethiopia	9.0	3.2	4.3	15.8	15.4	9.1	-5.3	-5.3	-4.6	...	...	...
Kenya	5.6	1.0	6.1	5.2	5.1	5.0	-4.5	-4.6	-4.4	...	...	...
Tanzania	6.3	2.0	4.6	3.4	3.9	4.3	-3.2	-3.8	-3.8	...	...	...
Uganda	4.9	3.5	4.3	2.9	3.9	4.8	-9.5	-9.7	-8.1	...	...	...
Democratic Republic of the Congo	4.4	-2.2	3.5	4.8	11.0	10.5	-4.2	-5.4	-4.1	...	...	...
Mali	5.1	1.5	4.1	-0.6	0.6	1.5	-4.2	-3.7	-3.9	...	...	...
Madagascar	4.8	0.4	5.0	5.6	5.5	6.5	-2.5	-2.9	-3.0	...	...	...

Source: IMF staff.

The COVID-19 pandemic will severely impact growth across all regions.

(real GDP, annual percent change)	PROJECTIONS		
	2019	2020	2021
World Output	2.9	-3.0	5.8
Advanced Economies	1.7	-6.1	4.5
United States	2.3	-5.9	4.7
Euro Area	1.2	-7.5	4.7
Germany	0.6	-7.0	5.2
France	1.3	-7.2	4.5
Italy	0.3	-9.1	4.8
Spain	2.0	-8.0	4.3
Japan	0.7	-5.2	3.0
United Kingdom	1.4	-6.5	4.0
Canada	1.6	-6.2	4.2
Other Advanced Economies	1.7	-4.6	4.5
Emerging Markets and Developing Economies	3.7	-1.0	6.6
Emerging and Developing Asia	5.5	1.0	8.5
China	6.1	1.2	9.2
India	4.2	1.9	7.4
ASEAN-5	4.8	-0.6	7.8
Emerging and Developing Europe	2.1	-5.2	4.2
Russia	1.3	-5.5	3.5
Latin America and the Caribbean	0.1	-5.2	3.4
Brazil	1.1	-5.3	2.9
Mexico	-0.1	-6.6	3.0
Middle East and Central Asia	1.2	-2.8	4.0
Saudi Arabia	0.3	-2.3	2.9
Sub-Saharan Africa	3.1	-1.6	4.1
Nigeria	2.2	-3.4	2.4
South Africa	0.2	-5.8	4.0
Low-Income Developing Countries	5.1	0.4	5.6

Source: IMF, *World Economic Outlook*, April 2020